

L'ESPERLUETTE



Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162

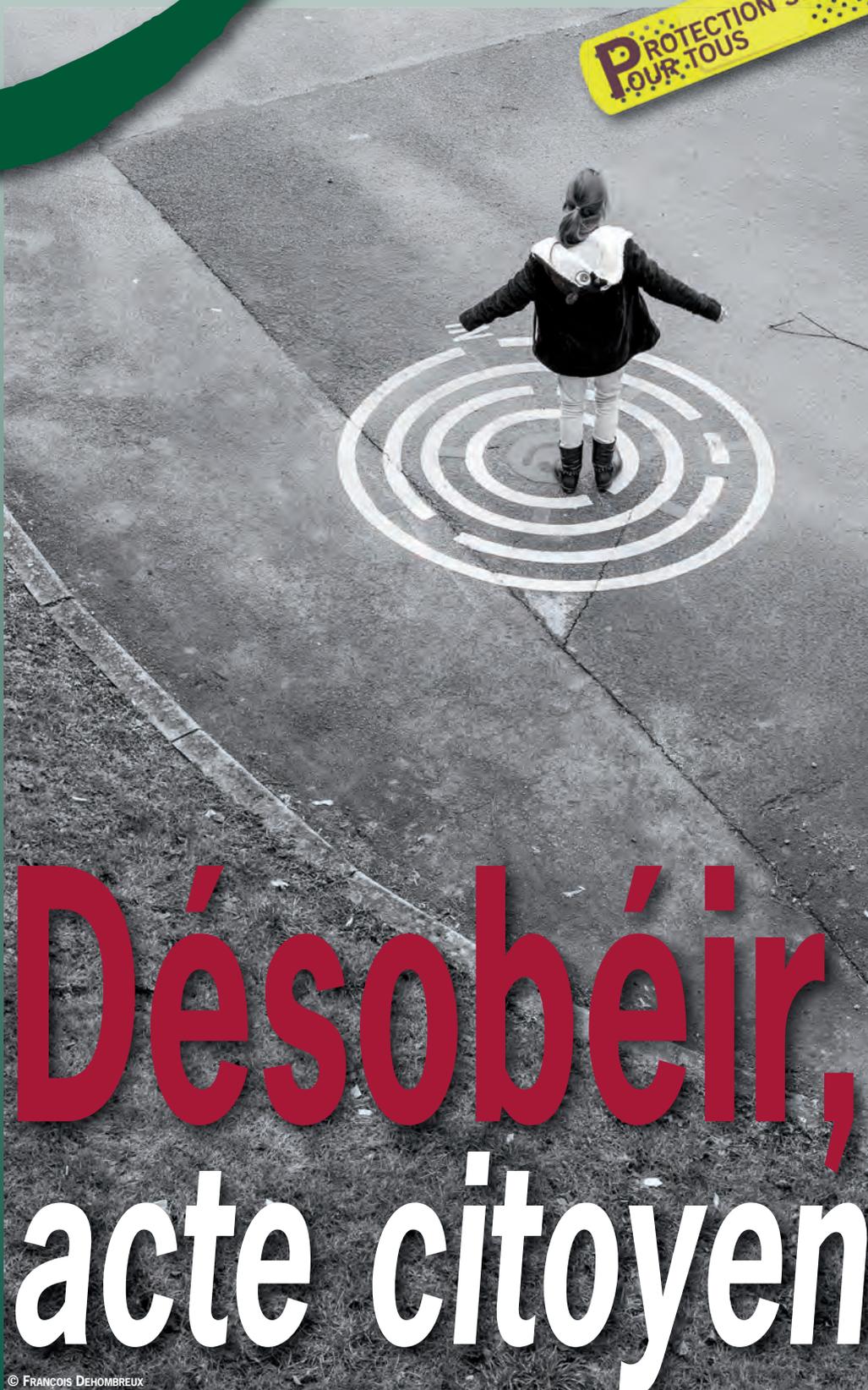


PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 84 • avril • mai • juin • 2015



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"



Désobéir, acte citoyen

© REPORTAGE PHOTO & 84

© FRANÇOIS DEHOMBREUX

**EDITO**

Pourquoi désobéir
en démocratie ? 3

ANALYSE**Désobéir, acte citoyen**

Désobéissance civile:
une approche extensive 4

Quand la désobéissance civile
devient artistique 6

Se former à la désobéissance
civile, un engagement politique
non-violent 8

L'art urbain engagé des
Collectifs de Jeunes femmes 10

Désobéissance civile,
un outil de lutte nécessaire? 11

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Faisons de la protection sociale
une réalité pour tous! 13

VIE DE L'ISCO

Evaluation de la formation ISCO:
projet émancipateur & école
de la seconde chance? 15

EN RÉGIONS

Un Bébébus dans l'Est du BW.
Une halte-accueil itinérante
couplée à un soutien à la
parentalité 18

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ 21

EN BREF 22

AGENDA 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

L'empowerment pour analyser
le pouvoir d'agir



© OLIVIER RINCHARD

Les instants vécus figés en photo sont comme les soupirs dans la musique, les silences dans une fugue: ils mettent en valeur la qualité des rythmes et des harmonies. Dans une société qui érige la vitesse en qualité suprême, les instants suspendus par les photographes nous offrent une réflexion sur nos actes quotidiens. Ces artistes nous ramènent au temps vécu, au temps de prendre le temps de voir puis de regarder les instants simples de la vie. Ce reportage photographique est le fruit des travaux des étudiants Photo de l'ILFOP-Namur, que nous remercions et félicitons. ■



COMITÉ DE RÉDACTION: LAHCEN AIT AHMED, STÉPHANIE BAUDOT, VIRGINIE DELVAUX, FRANCE HUART (COORDINATION), ZOÉ MAUX, FLORENCE MOUSSIAUX, MICHÈLE STESSSEL, NICOLE TINANT

SECRETARIAT: FRANCINE BAILLET, LYSIANE METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO: CHRISTIAN BOUCQ, VIRGINIE DELVAUX, PERRINE DETOBER, THOMAS ENGLERT, AMAURY GHUSELINGS, ARNAUD GORGEMANS, FRANCE HUART, FLORENCE MOUSSIAUX, SÉBASTIEN ROBEET, NICOLE TINANT, LUIS TINOCO TORREJON, JENNIFER VAN DRIESSCHE, MANON VOYELUX

PHOTOS: ETUDIANTS DU MODULE REPORTAGE-PHOTOGRAPHIQUE DE L'ILFOP-NAMUR (SOUS LA DIRECTION DE GABRIELLE DE FAVERI)

CIEP COMMUNAUTAIRE: TÉL: 02/246.38.41, 42, 43 - FAX: 02/246.38.25 - COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

EDITEUR RESPONSABLE: VIRGINIE DELVAUX - CHAUSSÉE DE HAËCHT 579 - 1030 BRUXELLES

DESIGN: DCL PRINTERS - COURRIEL: DCL.PRINTERS@SKYNET.BE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE



Pourquoi désobéir en démocratie?¹

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO
COMMUNAUTAIRE

Cette question n'est pas seulement le titre d'un ouvrage récent qui fait dialoguer un sociologue et une philosophe; elle résume, brièvement mais clairement, ce qui a motivé notre réflexion au CIEP ces derniers mois. Peut-on, en tant que mouvement social, reconnaître une forme de légitimité aux pratiques de désobéissance civile? Au nom de quoi? Et comment ces modes d'action trouvent-ils écho dans nos structures associatives?

Tout d'abord, coupons le cou aux idées reçues: la désobéissance civile n'est pas le joyau de mouvements anarchistes et extrémistes. Cette modalité d'action se veut profondément non-violente. Quelques exemples chez nous: les faucheurs volontaires d'OGM à Fernelmont, la mise en place de jeux olympiques «Déjouons la STIB» par des Homostibiens², le refus de travailleurs sociaux ou d'associations de pister les demandeurs d'emploi, le récent déploiement par Greenpeace d'une banderole sur une des tours de la centrale nucléaire de Tihange, etc. Toutes ces pratiques font écho d'un pacifisme fort

qui va même jusqu'à mettre les activistes en situation de grande vulnérabilité face aux forces de l'ordre. Pensons, par exemple, à ces collectifs comme les Femen qui se laissent enchaîner, emmener et détenir par la police. On est donc bien loin d'un mouvement radical, agressif et violent. Ces militants agissent en portant chacun la responsabilité de leurs actes et cet engagement singulier ne peut se vivre qu'au nom, selon eux, de revendications hautement légitimes pour l'ensemble de l'Humanité.

MAIS QUEL EST DONC LE PROBLÈME ?

Pour certains, en démocratie, la désobéissance civile devrait être interdite vu qu'il existe déjà des cadres, des lieux de concertation, des syndicats, un droit de grève, etc. Ils ne comprennent donc pas pourquoi il faudrait passer par ces modes d'action avant d'avoir épuisé tous les recours démocratiques. Pour ceux-là, l'infraction délibérée de la loi remettrait en cause un principe démocratique majeur: la soumission égale à la loi.

Pour d'autres, par contre, la désobéissance civile serait une réelle valeur ajoutée à la démocratie. Même si ce droit n'existe pas réellement dans notre Constitution, cette pratique s'appuierait sur le droit de liberté et de sûreté. La désobéissance civile serait donc davantage un produit de la démocratie. Comme l'exprimait encore

Stéphane Hessel il y a quelques années, il existe un «écart entre *légalité* et *légitimité*. Je considère la *légitimité* des valeurs plus importante que la *légalité* d'un État. Nous avons le devoir de mettre en cause, en tant que citoyens, la *légalité* d'un gouvernement. Nous devons être respectueux de la démocratie mais quand quelque chose nous apparaît non légitime, même si c'est légal, il nous appartient de protester, de nous indigner et de désobéir.»³

Dès lors, plutôt que de hiérarchiser, voire d'opposer des modalités d'action, nous devrions soutenir le fait que, dans une société démocratique, des formes plurielles d'expression politique se côtoient et qu'elles induisent l'idée que chacune a la même compétence politique face à la violence d'État qui, comme le dit Sandra Laugier, «est incomparablement plus puissante, impitoyable, et ceux qui y résistent, - d'autant plus - vulnérables.» Utiliser la désobéissance civile, c'est finalement, comme d'autres types de lutte, construire un langage commun capable de mettre en lumière les désaccords qui traversent la société.

Bonne lecture. ■

1. S. LAUGIER et A. OGIEN, *Pourquoi désobéir en démocratie?*, Paris, La Découverte, 2011.

2. www.collectifartist.be/

Voir leur article dans notre dossier.

3. St. HESSEL, «1917-2013 - Entretien», dans *l'hebdomadaire «Politis»*, 18 novembre 2010.



Désobéir, acte citoyen



Désobéissance civile: *une approche extensive*

PAR SÉBASTIEN ROBEET,
ADMINISTRATEUR DE LA LIGUE DES
DROITS DE L'HOMME
ET FORMATEUR ISCO

Lorsqu'on cherche à analyser la désobéissance civile, les approches privilégiées sont celles des exemples fameux ou des désobéisseurs célèbres. La présente contribution tentera plutôt de partir du concept et des caractéristiques qu'on peut en tirer aujourd'hui pour avoir

une vision de la désobéissance civile comme un modèle-type qui peut alors se décliner sous des formes variées. Cette approche aborde également en creux ce que n'est pas la désobéissance civile.

Depuis l'instant fondateur que constitue l'ouvrage d'Henri David Thoreau «Résistance au gouvernement civil» publié en 1849 et intitulé ultérieurement, de façon posthume, «La Désobéissance civile», le concept de «désobéissance civile» peut se définir comme «une forme de résistance passive qui consiste à refuser d'obéir aux lois ou aux jugements d'ordre civil. Elle a

pour objectif d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le caractère inique ou injuste d'une loi avec l'espoir d'obtenir son abrogation ou son amendement. Ceux qui pratiquent la désobéissance civile sont prêts à encourir les peines, dont l'emprisonnement, qui pourraient leur être infligées pour avoir enfreint la loi»¹. Cette définition riche renferme tous les ingrédients de ce qu'on peut considérer comme de la désobéissance civile... mais aussi tout ce qu'elle n'est pas. Ainsi, cette définition a le mérite de donner les éléments saillants mais aussi, en creux, d'exprimer ce que n'est pas la désobéissance civile.

VIOLENCE OU NON-VIOLENCE?

Cette forme de résistance passive doit-elle être spécifiquement non-violente? Il est, en tout cas, certain que diverses formes d'actions non-violentes existent sans que toutes puissent être qualifiées de désobéissance civile; et il est tout aussi certain que certaines formes de désobéissance civile font usage d'une certaine force, voire d'une certaine violence. Si l'on songe aux faucheurs volontaires ou aux activistes de Greenpeace, certains recourent à la force et à la violence sont ainsi manifestes. Mais l'éventuelle violence observée reste de l'ordre du symbolique, répondant ainsi à une violence qui, bien que légale, est jugée illégitime. Le concept de résistance passive indique tout de même une direction qui tend à caractériser, au contraire de la rébellion, une volonté pacifique dans l'usage de la force.

LÉGALITÉ OU LÉGITIMITÉ?

C'est autour du nœud symbolique de la légitimité que l'action de désobéis-





sance civile prend tout son sens. Le désobéisseur, par essence, sait qu'il enfreint la légalité mais le fait au nom d'une légitimité qu'il juge plus grande, une méta-légalité qui juge la règle enfreinte comme une règle injuste ou comme une règle qui conforte quelque chose d'injuste. Cette volonté consciente de ne pas respecter la loi est évidemment la substance même de la désobéissance. Elle devient civile parce qu'elle se fait non pas comme une désobéissance banale (comme on pourrait l'imaginer d'un automobiliste conscient qu'il ne respecte pas le code de la route et traverse aux feux rouges par exemple) mais parce qu'elle se fait *au nom de*.

A VISAGE DÉCOUVERT OU MASQUÉ?

C'est parce qu'elle se fait *au nom de*, que cette désobéissance ne peut se vivre qu'avec fierté et publicité. L'essence d'une action de désobéissance civile est bien la dénonciation publique d'une situation injuste, *tellement* injuste que l'infraction aux règles communes est privilégiée pour montrer à quel point ce sont les valeurs communes qui sont enfreintes par cette règle ou par ce qu'elle protège que la simple expression d'un désaccord par des formes d'action légale ne sera pas à *la mesure* de la situation dénoncée.

Mener une action de désobéissance civile, c'est aussi assumer les conséquences de ces actes jusqu'au bout, jusqu'à l'éventuelle peine encourue. C'est là un autre élément qui caractérise une action de désobéissance civile. Le message qui est porté va jusqu'à dire: «cette règle mérite d'être brisée, et je vais accepter l'éventuelle punition qui me sera infligée, parce que c'est de cette manière que les gens vont *sentir* l'injustice qui est dénoncée, par l'injustice qui me sera faite en me punissant». Pour qu'une action de désobéissance civile réussisse, l'injustice de la punition ressentie par la population devra être conforme à l'injustice dénoncée par l'action même.

Et ce mouvement doit alors entraîner un changement radical de cap quant à la situation dénoncée.

DÉSOBÉISSANCE ET DÉMOCRATIE

C'est parce que l'on flatte les sentiments démocratiques de justice, d'égalité du peuple et qu'on tente de montrer qu'ils ne sont pas respectés dans la démocratie *actuelle* que le rapport de la désobéissance civile à la démocratie est profondément ambivalent.

L'action de désobéissance est là pour dénoncer des injustices perpétrées démocratiquement, via des lois, des règlements ou des jugements procéduralement parfaits et donc montrer l'imperfection de la démocratie à consacrer la justice. On pourrait donc songer que le désobéisseur n'a que mépris pour la démocratie et l'égalité. Bien au contraire, il apparaît que la démocratie et l'égalité sont les moteurs mêmes du désobéisseur. *¡Democracia real YA!* C'est au nom d'une conception pleine et entière de la démocratie que le désobéisseur trouve son moteur. Cette forme trouve difficilement sa place dans une société totalitaire ou dictatoriale, qui a pour essence l'absurde et l'arbitraire de son corpus de lois et de règles. La désobéissance civile, qui pointe une anomalie d'un système et non pas la dénonciation de l'entière du système, s'acclimate paradoxalement assez bien dans les démocraties basées sur un Etat de droit et attentives au respect de la légalité.

INDIVIDU OU COLLECTIF?

Lorsqu'on parle du désobéisseur, on devrait plutôt parler des désobéisseurs. En effet, l'action de désobéissance civile est, dans les faits, *une action collective*, même si le livre fondateur du concept se basait sur l'expérience d'un seul homme qui avait décidé de franchir le pas. Dès l'essai du concept et de sa réalisation, ce sont principalement des collectifs qui se sont emparés de cette forme d'action, même si l'action est souvent initiée à l'origine par un homme médiatisé et, par la suite, historiquement reconnu; on peut, par exemple, mention-

ner Martin Lutter King, Ghandi ou encore José Bové.

La place que prend cette forme de réalisation dans les diverses formes d'action est, par définition, génératrice de tensions. Autour des questions de légalité, certainement. Les acteurs collectifs, même contestataires de manière radicale, ne voient pas toujours d'un bon œil cette incursion dans l'il-légalité, cette volonté consciente de rompre avec la règle décidée collectivement. Il faudra alors que la légitimité soit très forte et le collectif assez soudé pour que des actions de désobéissance civile soient menées à bien.

DÉSOBÉISSANCE CIVILE VS. EXOTISME DE L'ACTION

Pour qu'une action collective soit considérée comme une action de désobéissance civile, elle ne doit pas être la plume poétique au chapeau du pragmatisme. Elle doit se vivre comme une nécessité; elle est menée lorsqu'on *ne peut plus faire autrement*. Vouloir accrocher le fanion de la désobéissance civile à des actions collectives qui soient simplement plus créatives ou plus imagées que les formes traditionnelles d'action collective, c'est se *faire mousser*, c'est tester la part de romantisme du groupe qu'on construit. Ce n'est pas l'exotisme de l'action qui en fera une action de désobéissance civile, c'est le risque encouru ET assumé.

A la lecture, cette définition de la désobéissance civile par extension pointe surtout des actions qui n'en ont pas la plénitude, soit parce qu'elles manquent de cette légitimité (si l'on songe à des destructeurs de radars) ou parce qu'elles n'assument pas le risque qui est inhérent à ce genre d'actions. Vouloir *secouer le cocotier* et imaginer qu'on ne recevra pas de noix sur la tête, c'est illusoire. ■

Quand la désobéissance civile devient artistique

PAR AMAURY GHIJSELINGS,
FORMATEUR CHEZ QUINOAS ASBL
ET MEMBRE DU COLLECTIF ARTIVIST

Le Collectif Artivist est une tribu d'artistes. On y trouve aussi bien des *Clowns* ayant recours au burlesque du déguisement et de la performance, une *Samba* utilisant la musique et les *Artivist* le théâtre, l'usurpation d'identité et le blocage. Trois groupes affinitaires au sein d'un collectif, fonctionnant de manière autonome et autogérée et se retrouvant le plus souvent côte à côte lors de grands rassemblements altermondialistes (Camp action climat, No Border, ZAD, contre-sommets européens, etc.). Pour le Collectif Artivist, la désobéissance civile n'est pas une fin en soi, elle est une tactique parmi d'autres, mobilisée lorsque l'action s'avère légitime.

C'est dans un sous-sol bruxellois que naît début 2009 le Collectif Artivist. Au départ, il s'agit de réunions entre cinq ou six personnes, qui se connaissent à peine. Nous n'avions aucune idée précise de ce que nous pourrions entreprendre. Nous n'étions pas très avancés sur LA solution à apporter au mal-développement de notre temps. Peu surprenant, dès lors, de voir nos premières actions signées d'un modeste «Collectif?». Qu'à cela ne tienne, nous sommes, toutes et tous, habités par les mêmes souhaits: s'indigner, se bouger collectivement, se révolter, créer des failles dans l'espace public de notre ville qui, malgré la multiplication de crises, poursuit son train-train quotidien sans aucune remise en cause. Autre point de rencontre, nous

désirions apporter une dimension créative, poétique, voire surréaliste, à notre mobilisation. Chez nous, le *Collectif Manifestement* ou notre célèbre Entarteur, Noël Godin, ont marqué notre imaginaire. Au-delà de notre plat pays, des collectifs nous ont inspirés: *The Laboratory of insurrectionary imagination*, *The Clown Army*, *The Yes Men...* Quitte à se révolter, autant le faire dans la bonne humeur!

SE MOBILISER AUTREMENT

La première action menée dénonçait le phénomène de greenwashing omniprésent autour du Salon de l'Automobile en 2009. Nous lançons un appel comme une bouteille à la mer et pas moins d'une trentaine d'artistes en herbe ou aguerris se sont retrouvés dans un squat pour préparer l'action. Le jour de l'ouverture, une saynète théâtrale mettant en avant la voiture verte du futur, la *Futura 2000*, est jouée au milieu du Salon. En vérité, nous y promotionnions la marche à pied dans un monde où le pétrole n'existerait bientôt plus! Sur place, l'effet est immédiat. Les regards se portent sur les activistes et les sourires suivent. Le directeur du Salon arrive sur place pour tenter d'étouffer cette joyeuse indignation... mais il se ridiculise plus qu'autre chose et se retrouve pris au piège à nos côtés, contraint de mimer avec nous la conduite d'une voiture imaginaire, faute de pétrole. Le soir même, notre message passe à la télévision, le lendemain, au milieu du dossier spécial, réalisé par un hebdomadaire bien connu, on peut lire: «*Le Collectif? dénonce le greenwashing du Salon de l'auto*».

Quelle évaluation tirer de cette première action assez représentative de celles qui suivront? A priori, nous n'avons pas mis un terme au mensonge publicitaire ni aux fausses so-

lutions prônées pour affronter le changement climatique! Cependant, nous sommes surpris de l'impact médiatique obtenu en comparaison d'autres formes plus conventionnelles d'actions, pourtant davantage chronophages et énergivores. Par ailleurs, nous participons à des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes qui, le plus souvent, sont réduites médiatiquement à des embarras de circulation et à quelques vitrines brisées en fin de cortège.

DÉSOBÉISSANCE ARTIVISTE OU MOBILISATIONS TRADITIONNELLES?

Loin de moi l'intention d'opposer l'artivisme aux formes conventionnelles de mobilisation, directes ou «indirectes». La manifestation ou encore la pétition sont des formes d'«actions indirectes» qui ne sont pas à bannir. De par la mise en avant d'une masse critique, elles contribuent à obliger nos dirigeants à se positionner sur un enjeu. La manifestation permet de construire le rapport de force avant négociation, elle est aussi un lieu de socialisation entre militant-e-s. La grève est une autre forme d'action conventionnelle, directe cette fois, qui, au-delà des résultats précités, peut s'avérer utile pour contraindre des responsables politiques ou économiques à mettre à l'agenda des revendications, voire à y accéder. La grève reste, sans doute, la forme d'action directe non-violente la plus puissante qui est aux mains des travailleurs-ses; car elle affecte directement les moyens de production et leurs propriétaires. Cependant, tout comme la manifestation, elle souffre d'une stigmatisation accrue de la part des médias et, chose plus alarmante encore, de la part d'une part croissante de responsables politiques, et, de plus en plus, de la population. Aujourd'hui, il n'est pas question de rayer cette tactique de notre répertoire d'actions mais il apparaît urgent de revaloriser le droit de grève auprès de l'opinion publique. Faire en sorte que les grévistes ne soient plus perçus comme des «sauvages»...

L'action directe de type «artiviste» et la désobéissance civile que pratique



le Collectif Artivist contribuent justement à prévenir une criminalisation des mouvements sociaux qui débute souvent par la couverture sémantique opérée par les médias. L'ironie, le surréalisme et l'art sont aussi capables de faire passer un message subversif, voire d'imposer un sujet dans l'agenda politique. Le fait d'opter pour des modes d'actions créatifs, poétiques et innovants surprend et peut offrir un avantage dans le rapport de force là où les méthodes classiques seront plus facilement contre-attaquées car prévisibles et en perte de légitimité politique et/ou populaire.

TRIANGULARISATION DES CONFLITS

Jean-Marie Muller, philosophe français, spécialiste de l'action directe non-violente, décrit bien cet enjeu au travers de ce qu'il appelle la «triangularisation» du conflit¹. Dans un conflit, il y a 3 acteurs: le résistant, le décideur et l'opinion publique. Pour les praticiens de l'action directe non-violente, il s'agit de convaincre l'opinion publique de créer un rapport de force avec les décideurs. C'est toute la «force de l'opinion publique». Une opinion publique favorable à votre cause et à vos méthodes constituera une force capable de convaincre les décideurs, voire de les contraindre.

Au-delà du recours à de nouvelles formes d'actions, le fait d'ajouter la dimension désobéissance civile augmente encore les probabilités que l'opinion publique s'invite comme acteur tiers d'un conflit et donc comme acteur clé. Le fait de violer une loi et de prendre le risque d'un procès judiciaire accentuera effectivement la couverture médiatique de la lutte menée. L'exemple récent de l'action menée contre un champ d'essai de pommes de terre OGM à Wetteren, en 2011, et dans laquelle les Artivists se sont joyeusement impliqués, est révélateur. La couverture médiatique fut moins importante côté francophone qu'en Flandre où la saga judiciaire qui a suivi l'action, fut largement couverte. Parallèlement aux rendez-vous judiciaires, pro-OGM et pro-agroécologie se sont livrés à un vrai bras de fer médiatique.

Au lendemain de l'action, les médias et la Cour pénale avaient jugé sévèrement les activistes, présentés comme écoterroristes par les premiers, accusés d'association de malfaiteurs par

la seconde. La mobilisation, d'une part, sans cesse croissante de la société civile a contribué à ce que, finalement, le *Field Liberation Movement* (FLM) soit dédramatisé par les médias. Par ailleurs, leur message concernant le danger des OGM, mais aussi des questions annexes, comme l'indépendance de la recherche et la liberté d'expression, ont alors été largement abordées dans l'espace public. Des débats publics qui n'auraient sans doute jamais vu le jour sans cette action de désobéissance civile.

Côté Cour, ce n'est évidemment pas cette même opinion publique qui aura renversé la balance d'un procès qui, rappelons-le, n'a pas retenu la condamnation pour «association de malfaiteurs» dans son verdict final. C'est une justice indépendante qui, par l'absence d'une telle condamnation, servira parallèlement à faire reconnaître la légitimité des actions menées par le FLM. Paradoxalement, c'est en se mettant hors-la-loi que nous avons défendu notre droit à l'alimentation et c'est en allant jusqu'à cette radicalité d'agir que, finalement, notre action s'est vue reconnue comme juste. Une action ayant recours à la désobéissance civile qui n'est pourtant pas formellement reconnue comme un droit, advient parfois plus légitime aux yeux du grand public que la grève qui est, elle, consacrée dans le Droit belge et européen.

Cette comparaison rapide et empirique entre répertoire classique d'actions, nouvelles formes de militantisme croisées à des techniques non conventionnelles, comme la désobéissance civile, n'a pas pour but de déterminer la plus efficace mais bien de prendre conscience des forces et faiblesses de chacune. Les victoires politiques du Collectif Artivist, à l'image de l'ensemble de collectifs autonomes désobéisseurs ou non, ne peuvent se targuer d'avoir obtenu plus de victoires politiques que les collectifs aux pratiques contestataires plus conventionnelles.

Au cours de notre petite histoire, nous avons envahi à deux reprises, la base militaire de Klein Brogel pour dénoncer la présence de bombes nucléaires américaines sur notre territoire. Des anciens hauts-responsables politiques ont réagi dans les médias en appuyant notre propos. Le se-

cret de la présence de ces bombes ayant été brisé, en partie grâce à nos actions, le sujet s'invite même dans les campagnes électorales. Toujours est-il que les ogives sont toujours là. En 2011, nous avons réussi à infiltrer et perturber la *Greenweek*, semaine de conférences sur l'environnement organisée par un des plus grands lobbies d'industriels privés. Sur les réseaux sociaux, cette action connaît un succès certain mais les jours qui suivent, les lobbyistes poursuivent leur entreprise d'encercllement et de harcèlement. La toile s'amusera également de nos «manifestations de droite», fausses manifestations pro-austérité, sans pour autant avoir une quelconque incidence sur l'agenda néolibéral. Lorsque nous participons à des actions de désobéissance civile de masse comme à Copenhague, en 2009, la présence originale de nos groupes affinitaires qui trouvent leurs pendants dans d'autres pays, contribue à redynamiser les grandes mobilisations et à donner aussi une image positive des luttes sociales.

VERS UNE RÉELLE CONVERGENCE DES LUTTES

Lorsque nous analysons l'évolution des politiques publiques, que ce soit en matière sociale, économique, environnementale ou de solidarité internationale, l'époque reste obscure. La plus grande faiblesse de nos collectifs autonomes est, selon moi, son penchant pour ce que j'appelle le «zapactivisme». Nos collectifs sont forts pour dénoncer des injustices, gagner l'opinion publique mais ils ont tendance à passer d'une lutte à l'autre. En six ans d'existence, le Collectif Artivist se sera mobilisé sur des enjeux aussi divers que les sans-papiers, le climat, la guerre contre le terrorisme, le lobbying, la carte Mobib ou encore l'austérité. Ce multi-engagement est à la fois une force car il met en avant les interdépendances entre les différentes crises actuelles mais aussi une faiblesse car les acquis sociaux ne s'obtiennent pas avec des feux de paille.





Pour en sortir, il nous faudra très certainement recréer les conditions favorables d'une convergence entre nos différentes luttes qui s'opposent généralement moins sur des questions thématiques que sur des questions stratégiques. Des droits sociaux au féminisme, de la décolonisation aux droits civiques, l'histoire des luttes sociales nous enseignent que le croisement des formes d'actions issues des structures organisationnelles institutionnalisées et des collectifs autonomes joue un rôle déterminant dans le théâtre des rapports de force. Allier les tactiques radicales et innovantes des *grassroots movements*² aux stratégies de long terme des organisations plus institutionnalisées est une des clés qui est, sans doute, en train de se forger au travers des expériences menées avec le D19-20³ ou sur la ZAD de Haren⁴.



1. J.-M. MULLER, *L'impératif de désobéissance*, Editions Le passager clandestin, 2011, p. 204.
2. *Grassroots movements*: terme anglo-saxon pour lequel aucune traduction française n'est satisfaisante. Il est utilisé pour nommer des collectifs citoyens se formant de manière spontanée, autonome de tout pouvoir public, fonctionnant de manière autogérée et agissant selon une logique *bottom-up* plutôt que *top-down* du changement social.
3. L'Alliance D19-20 rassemble des agriculteur-trices, citoyen-ne-s, travailleurs-ses, chômeurs-euses, artistes, représentant-e-s de syndicats, d'ONG, d'asbl, des collectifs de militants et d'activistes, etc. qui luttent contre les politiques d'austérité et le partenariat transatlantique.
Infos: www.d19-20.be/
4. La ZAD de Haren en région bruxelloise est une «Zone à Défendre», inaugurée le 14 décembre 2014. Des individus, des associations et des collectifs d'horizons très divers s'y retrouvent, occupent les lieux et résistent activement à un projet de construction d'une méga-prison. Pour en savoir plus, <http://haren.luttespaysannes.be/>

POUR EN SAVOIR PLUS

- FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric et SOMMIER Isabelle [Dir.], *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.
- PEREIRA Irène, *Peut-on être radical et pragmatique?*, Paris, Editions Textuel, 2009.
- MULLER Jean-Marie, *L'impératif de désobéissance*, Editions Le passager clandestin, 2011.
- TILLY Charles, TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- IMBERECHTS Cécile, «A quoi sert un clown dans une manifestation?», Iteco (www.iteco.be/antipodes/cooperation-au-developpement-stop/article/a-quoi-sert-un-clown-dans-une)

Se former à la désobéissance civile, un engagement politique non-violent

PAR LUIS TINOCO TORREJON,
RESPONSABLE FORMATIONS,
AGIR POUR LA PAIX

Agir pour la paix est une association d'éducation permanente antimilitariste issue du mouvement pacifiste. Une de nos principales activités est la formation à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile. Dans le cadre de cet article, nous allons nous pencher tout particulièrement sur la pertinence de la désobéissance civile en tant qu'engagement politique non-violent dans notre société, en nous basant sur la formation. On peut dès lors se demander pourquoi et comment se former à la désobéissance, avec quels outils. Dans le contexte de crise dans lequel nous vivons, nos formations à la désobéissance civile

sont pertinentes car elles proposent des manières créatives de s'organiser et de se mobiliser. Au niveau du fond, il s'agit d'offrir une approche philosophique encourageant la pratique des valeurs démocratiques et du respect des personnes. Si la paix et la démocratie sont des objectifs à atteindre, elles ne sont pas pour autant figées dans le temps et dans l'espace. Elles exigent toutes deux de la créativité et de la pratique pour évoluer avec les individus qui constituent un groupe social. En outre, les résultats des actes et/ou des actions de ces individus contribuent alors à façonner l'espace public.

DES FORMATIONS POUR FAIRE LE PAS VERS L'ACTION POLITIQUE

Agir pour la paix interprète la désobéissance civile dans sa dimension collective sans pour autant négliger, dans un premier temps, une démarche individuelle. Dénoncer et/ou contester les injustices créées par les lois sont de la responsabilité de chaque citoyen.



© A. E.



Dans ce sens, la désobéissance civile est un outil, une approche pertinente qui a toute sa place dans les luttes menées par les mouvements sociaux. L'éducation populaire est non seulement une source d'inspiration pour les formations mais, bien plus encore, une approche appropriée à la vision politique d'*Agir pour la paix*, c'est-à-dire une démarche de construction collective de savoir et savoir-faire. Si nous sommes un mouvement antimilitariste, cela n'exclut pas notre intérêt et notre engagement pour d'autres thématiques ou pour d'autres secteurs touchés par des injustices sociales. L'approche systémique nous révèle l'interdépendance entre les différentes luttes. Nos formations proposent des outils pour s'organiser de façon non hiérarchique, tout en encourageant la participation active de chaque individu.

A nos yeux, la désobéissance civile est un acte politique plus fort que l'action directe non-violente car il ne s'agit pas uniquement de dénoncer ou de contester une injustice mais bien de pointer la pertinence d'une règle ou d'une loi en désobéissant à celle-ci quand nous estimons qu'elle remet nos droits en question. Cette pratique a donc des conséquences juridiques qui sont inévitables. C'est pourquoi nos formations s'adressent à des adultes (jeunes ou moins jeunes). Mais au-delà de l'aspect contestataire, la désobéissance civile exige une pratique collective continue. Avec son caractère juridico-politique substantiel, elle ne doit pas être prise à la légère. Les enjeux sont d'autant plus conséquents pour les personnes vis-à-vis de la loi; ce qui implique que bien des individus sont freinés par cet aspect de la désobéissance civile par peur d'enfreindre la loi. Cette inquiétude, tout à fait légitime, doit être prise en considération mais ne doit pas empêcher de dénoncer les injustices créées par les lois. Désobéir, c'est résister à une oppression créée par la loi et motivée par une envie de changement. Nos formations proposent une organisation collective horizontale; ce qui signifie que le pouvoir est partagé au même titre par tous les individus de la société. De plus, notre ac-

tion met l'humain en avant, en créant de nombreux liens; avec une transversalité dans l'approche et l'appropriation de la réalité.

En désobéissance civile, on utilise les mêmes outils que ceux de l'action directe non-violente. Généralement, il suffit d'être indigné, révolté, choqué par les injustices présentes dans notre quotidien, que ce soit ici ou ailleurs, pour s'inscrire à une formation.

Au fil du temps, nos formations se sont améliorées et nous leur avons donné davantage de cohérence. Une formation débute par une introduction à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile avec une présentation de ces deux concepts illustrés par des exemples historiques de penseurs, comme H.-D. Thoreau ou Gandhi. Pour illustrer concrètement la désobéissance civile, on visionne des vidéos sur quelques-unes des actions menées par *Agir pour la paix*. Ensuite, on propose de s'organiser en groupes d'affinités pour mieux fonctionner lors des actions. Un groupe d'affinité est un petit groupe de personnes qui se forme pour réaliser une action. C'est important de rappeler que l'organisation est non hiérarchique et autonome. Une participation active de chaque personne est exigée car chacun possède le même droit de parole et la même responsabilité vis-à-vis du groupe que son voisin. Il va de soi que des informations légales de base sont indispensables pour clarifier nos droits et obligations face à la loi lors d'une action. De même, on attire l'attention sur l'attitude à adopter face aux forces de l'ordre, car la non-violence est incontournable lorsqu'il s'agit de désobéissance civile, avec, comme strict minimum, le refus de s'attaquer à une personne physique. Le respect d'autrui est fondamental à tout moment, même s'il s'agit de notre «adversaire». Ensuite, la formation aborde la prise de décision par consensus et la pratique de l'écoute active puisqu'il s'agit surtout d'une manière créative et dynamique d'arriver à des accords où tout le monde s'y retrouve. Lorsque les participants ont acquis des outils

pour s'organiser et fonctionner horizontalement, il ne reste plus qu'à organiser une action. Pour ce faire, on propose de suivre pas à pas notre feuille de route, qui fait aussi appel à la créativité des personnes. Même si on traite des sujets sérieux, il n'exclut pas de pouvoir s'amuser et d'être inventif. C'est pourquoi, bien que participer à une action de désobéissance civile exige de la discipline, nous encourageons le divertissement lors d'une action; il ne s'agit pas d'une contrainte mais bien de quelque chose qui nous tient à cœur.

DE LA FORMATION À L'ACTION

Nos outils qui sont régulièrement réactualisés ont fait leurs preuves dans le mouvement pacifiste. Une récente croissance des demandes de formation met en évidence la nécessité de proposer des alternatives d'organisation où tout un chacun trouve sa place. Ce qui implique un accompagnement des participants dans la mise en place d'actions, ou encore on les invite à participer à une de nos actions. Et surtout, on les encourage à se réapproprier les outils, à les diffuser et les partager. On espère ainsi susciter localement, ou à plus grande échelle, la résistance aux lois injustes en stimulant la participation de tous car l'enjeu est sociétal et le contrôle du bien-fondé de nos lois incombe à chaque citoyen. Enfin, la désobéissance civile est légitime car elle encourage une réflexion collective sur des règles inappropriées dans la société. C'est un acte politique fort qui vise à décider par nous-mêmes de notre propre bien-être.

Donc, se former à la désobéissance civile, c'est mettre en pratique des valeurs démocratiques à travers des outils ludiques. Plus qu'une méthodologie d'action, elle constitue une approche philosophique et politique qui remet l'individu au centre de l'organisation sociétale, en vue d'un engagement politique. De ce fait, on vous encourage à apprendre à désobéir avec conscience. ■

L'art urbain engagé

des Collectifs de Jeunes femmes

Plusieurs groupes régionaux de jeunes femmes se sont engagés au sein de Vie féminine, pour défendre leurs droits, en menant des actions à propos de ce qui les interpelle, en tant que jeunes et femmes: les inégalités observées ou vécues au travail, lors de la recherche d'un emploi ou en formation; le harcèlement dans l'espace public; les multiples pressions sur leur corps et leur sexualité (pubs sexistes, maternité, contraception, etc.); les stéréotypes et les violences dans les relations amoureuses ou sexuelles. Pour faire entendre leur voix, elles ont eu recours, selon les sensibilités et envies de chacune, à différents moyens artistiques: de la radio à l'écriture en passant par la création collective, les actions sont tantôt drôles, tantôt irrévérencieuses ou poétiques mais toujours engagées!

DÉSObÉISSANCE CIVILE AU FÉMININ

Le street art est l'une des formes de mobilisation qui parle particulièrement aux jeunes femmes de Vie féminine. Il permet d'inscrire leur parole au cœur de la cité, de visibiliser une appréhen-

sion singulière de la société, en se démarquant de l'anonymat imposé par une pensée mainstream. Être vues, entendues, reconnues. Il procure du plaisir, de l'adrénaline, renforce l'estime de soi-même et le sentiment d'appartenance au groupe. Le street art proposé par le Collectif «Elles bougent» tire sa force subversive de son positionnement. C'est un art urbain engagé, «poétique», mêlant poésie et éthique, esthétique et revendications politiques. Il est positif et constructif.

On peut notamment pointer les actions menées par plusieurs Collectifs en région, qui utilisent la désobéissance civile et l'art pour mettre en avant leurs revendications dans l'espace public.

DANS LE HAINAUT

A La Louvière, un groupe de femmes de Vie féminine en a eu marre de la pression et du sexisme subis en rue: peur d'être agressées, insultes, harcèlement, culpabilisation de se promener seules, de porter une jupe ou pas, d'être là, tout simplement.

Pour faire bouger les choses, un Collectif de Jeunes femmes s'est créé en 2014 et a réfléchi au harcèlement et au sexisme vécus en rue. C'est ainsi

que sont nées les FMR. «FMR» signifie «Les Femmes Mobilisent la Rue» mais se prononce aussi «Ephémères», tout comme l'est l'art qu'elles utilisent dans leurs actions: des fleurs en serviettes en papier, fragiles et colorées, pour attirer l'attention des passants et les sensibiliser. Ephémères, ces fleurs sont emportées par la pluie, le vent, les passants... Mais le message véhiculé reste: les femmes ont le droit de se promener en rue sans être harcelées! La première action des FMR a rencontré un franc succès, même auprès des policiers du quartier!

Cette première initiative a donné des ailes à d'autres jeunes femmes de Mons pour mener une action dans l'espace public pour dénoncer la même problématique. Après débats et discussions, a été abordé le nœud du problème et ainsi tordu la cou à certains stéréotypes: les femmes ne sont pas responsables du harcèlement subi, et leur demander de changer leur comportement est injuste. Elles ont le droit, elles aussi, de se promener en rue! La deuxième partie de l'animation s'est lancée dans la création de slogans pour revendiquer des droits: droit au respect, droit de se promener seule en rue, droit de disposer de son corps... Les slogans «chocs», comme «Une rue sans insultes, est-ce possible?», «Je ne suis pas ton sex-toy», «Assez des angoisses, des peurs, nous ne sommes pas des objets!», reflétaient bien le vécu de ces femmes et leur détermination. Des fleurs en papier crépon colorées pour accrocher l'œil des passants ont été réalisées, avec différentes techniques de pliage et d'assemblage, ce qui a donné un résultat mêlant joyeusement les couleurs pour une explosion visuelle garantie et qui ne pouvait pas manquer d'attirer l'attention des passants. Ensuite, ce fut le moment de l'accrochage de ces messages dans l'espace public, en face du CPAS de Mons, où plusieurs avaient vécu du sexisme.

ELLES BOUGENT À LIÈGE

A Liège, le Collectif «Elles bougent» avait expérimenté tout d'abord le tricot urbain pour interpeller et dénoncer les discriminations vécues. Ensuite, en 2013, l'idée leur est venue d'utiliser l'origami (pliage de papier japonais) pour porter leur message féministe dans l'espace public. L'appropriation de cette nouvelle technique s'est faite de manière tantôt collective, tantôt in-





dividuelle et a soulevé de nombreuses questions: comment un lieu et un type d'installation, une couleur, une forme d'origami font-ils sens? Comment garder une trace d'une action de désobéissance civile éphémère au regard des heures de préparation en amont que cela implique? Comment conserver un message subversif dans un lieu autorisé?

La première action «origami» du Collectif s'est déroulée de nuit, en février 2014, à la Gare de Liège-Jonfosse: deux mille papillons multicolores ont été accrochés aux grillages pour sensibiliser au droit à la sécurité dans l'espace public pour les jeunes femmes. Un slogan: «Libres d'agir, capables de réagir!». D'autres actions ont suivi qui visaient à élargir la réflexion quant à la place des femmes dans le milieu urbain, pensé par et pour les hommes. Ces papillons jaunes, qui virevoltaient au-dessus des passants interloqués, symbolisaient les revendications de liberté portées par le Collectif. Ainsi, ces jeunes femmes se présentent libres de s'exprimer et de se réappropriier l'espace public. L'origami a servi de fil conducteur aux actions du Collectif pendant toute l'année, à côté des autres projets (émission radio, capsules vidéo sur le sexisme, troc de vêtements...)

Qu'on ne se méprenne pas: la démarche reste courageuse! Pas facile pour des jeunes femmes de s'afficher comme féministes! Pas facile de se sentir légitimes comme actrices et productrices de culture! Pas facile d'investir des territoires cadennassés par les graffeurs! Pas facile de bousculer le pessimisme ambiant! Et encore moins facile de rallier d'autres jeunes femmes à cette tentative de réenchantement du monde! ■



PLUS D'INFOS:

LAETITIA GENIN VIE FÉMININE - TÉL.: 02/227.13.28
- COORDINATRICE-NATIONALE-LG@VIEFEMININE.BE
LE COLLECTIF LIÉGEOIS «ELLES BOUGENT»: TÉL.: 04/222.00.33 - ELLESBOUGENT@GMAIL.COM -
WWW.FACEBOOK.COM/EB.POWER
LES FMR DE LA LOUVIÈRE: TÉL.: 064/23.80.47
HTTP://LESFEMMESMOBILISENTLARUE.OVER-BLOG.COM/

Désobéissance civile: un outil de lutte nécessaire?

PAR THOMAS ENGLERT,
LES JOC (JEUNES ORGANISÉS
ET COMBATTIFS) DE BRUXELLES

La désobéissance civile est au cœur de l'action des JOC¹. Quand les militants constatent que notre monde ne tourne pas rond, ils s'interrogent sur les actions **légitimes** qu'ils peuvent mener pour toucher ceux qu'ils identifient comme responsables (en général, des institutions). De façon plus terre à terre, face à une société qui réduit tous les jours ce qui est permis, nous considérons qu'il faut faire ce qui est nécessaire. Pour illustrer mon propos, voici quelques exemples d'actions menées.

En novembre dernier, lors de la grande manifestation syndicale, les jocistes, avec l'USE (Union syndicale étudiante), ont ajouté leur pierre au plan d'action syndical. Après avoir participé à la manifestation avec les jeunes FGTB et CSC, un groupe d'une centaine de jeunes a poursuivi l'action en investissant les locaux de la FEB. Nous y avons tenu une assemblée dans laquelle les occupants ont expliqué les raisons de leur présence, comment la FEB et son agenda politique détruisaient notre avenir. Nous avons alors condamné la FEB pour avoir pillé nos richesses, détruit l'emploi et la sécurité sociale et corrompu notre démocratie. Malgré les autres événements de la journée, l'écho dans la presse n'était pas mauvais. Cette action nous a permis de désigner ceux qui dirigent réellement notre pays.

L'objectif était similaire en mai 2014, lorsqu'aux côtés de l'Alliance D19-20, nous avons encerclé l'European Business Summit au palais d'Egmont où avait lieu la «grand messe» des grands patrons européens. Les dirigeants des grandes multinationales y recevaient en grande pompe responsables politiques et journalistes pour discuter de l'avenir politique de l'Europe. Le tout, à 10 jours des élections. Contre les traités de libre échange (TTIP, CETA,...) mais aussi contre l'agenda néolibéral qui se discute dans ce genre d'événements, nous sommes presque parvenus à bloquer ceux qui prétendent acheter notre «démocratie». Des groupes de militants sont arrivés de trois côtés différents pour bloquer les accès. Des Syndicalistes wallons de la CNE arrivaient de la gare centrale et sont donc remontés par la place royale vers le palais d'Egmont. Ils ont tellement surpris la police que les manifestants sont quasi arrivés devant la



© ZOSOPHOTOGRAPHIQUE

porte du palais. Au même moment, un autre groupe a quitté la place Poelaert pour prendre position dans les rues qui donnent accès au palais depuis l'avenue de la Toison d'Or et un troisième groupe, CGSP-ALR, est arrivé depuis la rue du Trône. Comme l'action a commencé une heure plus tôt que ce qui était annoncé publiquement, la police était clairement dépassée. Des limousines avec des personnalités ne trouvaient pas d'entrée. Malheureusement, le fait de commencer très tôt signifiait aussi que les piquets étaient petits, de nombreux militants devaient encore nous rejoindre. Sous la pression de la police, nous avons donc décidé/négocié de retourner vers Poelaert pour éviter l'arrestation. Pourtant, quelques instants plus tard, la police a changé d'avis et nous a encerclés pour finalement arrêter 308 personnes, militants syndicaux, jocistes, parlementaires... Nous avons même eu droit au canon à eau alors que nous étions déjà encerclés.



En réaction à cet épisode et vu la proximité des élections, les jeunes ont décidé de viser le chef de la police responsable de ces arrestations pour la zone Bruxelles-Capitale-Ixelles, à savoir Yvan Mayeur (PS). En effet, celui-ci nous avait invités avec le reste des responsables de l'Alliance pour commenter ces événements. Malheureusement, il se déresponsabilisait tout à fait et refusait de prendre des mesures concrètes. C'est pourquoi les JOC, en concertation avec d'autres organisations (essentiellement de jeunesse) de l'alliance D19-20, ont appelé à perturber le BBQ électoral du PS bruxellois auquel participait Yvan Mayeur. Sur place, et vu le caractère familial de l'évènement - pas question de commencer à crier des slogans, nous avons décidé de suivre Mr. Mayeur partout en nous asseyant en silence derrière lui dans la même position que celle dans laquelle les policiers nous mettent lorsqu'ils nous ar-

rêtent. Il était tellement embarrassé qu'il a fini par quitter les lieux. Sous la pression de la mobilisation, le Comité P a, pour une fois, rendu un rapport accablant pour la police de la zone. La répression contre ce type d'actions est de plusieurs ordres. La première, immédiate, est celle de la police. En effet, les policiers interviennent avec plus ou moins d'agressivité en fonction de qui vous êtes (avoir une veste syndicale aide, par exemple), mais surtout ce que vous représentez comme menace par rapport au statu quo et au déroulement normal des événements. Le 15 mai, la police est intervenue parce qu'elle perdait le contrôle de la situation. L'arrestation de masse, désagréable et intolérable, a encore plus enfoncé le clou et a renforcé l'impact médiatique et politique de l'action contre la FEB.

DU CÔTÉ DES SACs

Les SACs, sanctions administratives communales, constituent le second outil de répression que les puissants peuvent utiliser contre la désobéissance civile. Ces amendes sont distribuées sur base du règlement communal par un agent communal. Elles varient donc d'une commune à l'autre. Si vous voulez les contester, vous devez vous adresser à la commune. Elles n'ont pas été conçues que pour ça, mais leur caractère arbitraire et très difficilement contestable ainsi que le fait qu'elles contournent les droits fondamentaux - comme le droit à la défense, la présomption d'innocence, ... - en font un outil de répression politique très efficace (en plus d'être un outil de harcèlement des classes populaires). Une jeune travailleur-se, chômeur-euse ou étudiant-e et, au final, n'importe lequel d'entre nous qui reçoit ne serait-ce que la menace de 350,00 € d'amende pour un tractage «non autorisé», une affiche collée en dehors des clous, une participation à une manifestation non autorisée, ... réfléchira deux fois avant de s'y risquer à nouveau. Suite à la pression mise, depuis des années, sur la Ville de Bruxelles, celle-ci s'est plus ou moins engagée à ne pas utiliser les SACs contre des militants. Mais le risque persiste. A Anvers, par exemple, elles sont largement utilisées contre les militants syndicaux. Pour les JOC, il est hors de question de payer ces amendes arbitraires et antidémocratiques.



© MARIELLE JANSSENS

A nos yeux, la désobéissance civile constitue donc un outil essentiel et nécessaire. Ce qui compte est ce qui est légitime en regard de lois souvent élaborées pour nous faire accepter l'injustice où contrôler l'indignation populaire. Nous ne sommes pas des sauvages mais lorsque le contrôleur de l'ONEM s'invite au pied de votre lit, lorsque la santé et l'éducation ont moins d'importance que de payer les banques, lorsque l'emploi devient un rêve - surtout si on espère un peu de stabilité-, lorsqu'il nous faudra bientôt travailler jusque 67 ans avec 45 années de carrière pour toucher une pension sous le seuil de pauvreté... on ne peut pas parler de Justice, quand les politiques, actionnaires et financiers détruisent notre avenir et nos vies. C'est pourquoi nous réagissons en perturbant les leurs, en espérant qu'un nombre plus important de personnes se joindra à nous ou entreprendra ce genre d'actions. Les manifestations sont importantes mais il nous semble évident qu'il faudra plus que ça pour faire dégager ce gouvernement et surtout le projet de société néo-libérale que le capitalisme nous impose depuis bientôt 40 ans. Et pour ce faire, il faut construire un rapport de force qui obligera le gouvernement, quel qu'il soit, et les patrons à accepter un accord basé sur les revendications et les besoins des travailleurs-ses et de la majorité de la population. ■

1. Pour en savoir plus sur les actions organisées par les JOC, voir <http://joc.be/lajoc/>



Faisons de la protection sociale une réalité pour tous!



PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE,
SOLIDARITÉ MONDIALE

Notre système de protection sociale fait figure de modèle dans le monde. Et pourtant, dans notre pays, plus d'1,5 million de personnes vivent dans la pauvreté et ne jouissent pas d'une protection sociale suffisante. Pour les trois quarts de la population mondiale, le moindre coup du sort s'apparente à un problème vital: tomber malade et ne pas pouvoir payer son traitement; être licencié et ne plus avoir de revenus; travailler toute une vie et ne pas pouvoir bénéficier d'une retraite; travailler à temps plein tout en vivant dans la pauvreté... Contrairement à certaines idées reçues qui ont la vie dure, la protection sociale est un mécanisme accessible financièrement, même pour les pays les plus pauvres. C'est pour faire connaître les atouts de la protection sociale et la défendre qu'une grande campagne

de deux ans a été lancée en mars 2015, rassemblant une large coalition d'ONG, syndicats et mutuelles. Chacun à son niveau peut se mobiliser!

Dans le monde, le constat est accablant: pour 73% de la population mondiale, la protection sociale est nulle ou insuffisante, surtout en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. 48 % des personnes ayant l'âge de la pension légale ne reçoivent pas de pension; seuls 12% des chômeurs dans le monde bénéficient d'allocations de chômage; seulement 28 % des femmes travailleuses bénéficient d'une indemnité de maternité... Plus de 90 % de la population des pays moins avancés ne bénéficient d'aucune couverture d'assurance-maladie! Dans le même temps, les inégalités sociales augmentent partout dans le monde, alors que certains n'ont jamais été aussi riches... La richesse a été multipliée par 5 en 20 ans!

ESPOIR DANS LE SUD

Les pays offrant une bonne protection sociale à leurs citoyens résistent mieux à la crise et répartissent plus

équitablement les richesses. La Belgique est l'un des pays européens où la crise de 2008 a eu le moins d'impact sur la vie quotidienne de ses habitants. Notre protection sociale a permis à de grands groupes de personnes de ne pas sombrer dans la pauvreté et s'est même avérée bénéfique pour la santé de notre économie. 15% de la population vit sous le seuil de pauvreté en Belgique mais, sans notre système de protection sociale, ce pourcentage s'élèverait à 40%. Les pays du Sud qui ont instauré une forme de protection sociale enregistrent des inégalités moins flagrantes entre les personnes. Le Brésil a, par exemple, sorti des milliers de familles de l'extrême pauvreté grâce au système de la Bolsa Familia¹.

Comprendre l'importance de la protection sociale a incité bon nombre d'organisations à prendre elles-mêmes des initiatives sur ce plan. Citons quelques exemples de partenaires de Solidarité mondiale:

- **Au Bangladesh**, l'organisation de soins de santé GK a développé une assurance-maladie, destinée également aux plus démunis. *«Nous demandons aux personnes riches et à la classe moyenne de payer plus que les pauvres. Et même si la cotisation payée par ces derniers est peu élevée, ce faisant, ils apprécieront notre service et utiliseront les médicaments de façon correcte et avec parcimonie. C'est la raison pour laquelle il est capital que tout le monde contribue. C'est aussi important pour leur dignité. Etant donné qu'ils ont payé eux-mêmes pour les soins, ils ont donc le sentiment de les mériter.»* (Dr Zafrullah Chowdhury, fondateur de GK)

- **En République dominicaine**, AMUSSOL garantit la sécurité sociale aux travailleurs du secteur informel. En tant qu'employeur «virtuel», elle joue le rôle d'intermédiaire entre le travailleur individuel et l'État. Elle s'occupe de l'administration, perçoit les cotisations des travailleurs et les reverse à la

PROTECTION SOCIALE, DE QUOI PARLE-T-ON?

La protection sociale vise à assurer à chaque être humain un revenu suffisant et l'accès à des services de base de qualité tout au long de la vie pour qu'il puisse faire face aux risques et événements de la vie: une maladie, un licenciement, une mauvaise récolte, un accident du travail, le départ à la retraite,...

La protection sociale est constituée d'un ensemble cohérent d'initiatives et de mesures structurelles et collectives basées sur la solidarité:

- Les mesures qui sont à la base de la sécurité sociale: soins de santé, pensions, indemnités en cas de grossesse, de chômage,...
- L'aide sociale destinée aux plus pauvres
- Des mesures qui permettent aux gens de s'épanouir: formation, microcrédits, sécurité
- Du changement social en organisant les gens dans des mutualités et des syndicats.



caisse de sécurité sociale de l'État. AMUSSOL a été reconnue 8^{ème} plus grand employeur du pays.

- **Au Burundi**, la MUNASA (*Mutuelle nationale de santé*) chapeaute, pour l'heure, trente-cinq mutualités. L'affiliation à une mutualité se faisant sur base volontaire, c'est donc une belle performance de pouvoir afficher un taux de fidélisation de 81,62%. Outre l'assurance-maladie, les mutualités renforcent, de surcroît, l'offre des centres de santé, tout en mettant sur pied des initiatives destinées à aider ces personnes à obtenir des revenus.

UNE PROTECTION SOCIALE POUR TOUS, UN DROIT

Est-ce qu'on viserait la Lune en réclamant une protection sociale pour tous? Non, on revendique un droit! Chacun a droit à une protection sociale qui assure une couverture des soins de santé et un revenu décent. C'est un droit universel inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948. Il doit donc être inscrit dans les lois de chaque pays. De plus, des études réalisées par l'Organisation internationale du Travail (OIT) démontrent que la mise en place d'un socle de base de protection sociale pour tous est abordable financièrement dans chaque pays, y compris les pays en développement. Pour un pays tel que l'Inde, qui compte plus d'un milliard

d'habitants, verser à chaque personne âgée une pension décente ne coûterait que 3% du PNB.

UNE RÉELLE VOLONTÉ POLITIQUE

La protection sociale est un outil majeur de la redistribution et de lutte contre les inégalités. Aujourd'hui, chez nous, les discours et les stratégies politiques mises en place mettent surtout en avant les mesures d'austérité budgétaire. Ne nous laissons pas bercer par ces discours dominants! Poser les bons choix requiert un certain courage: il faut un budget et un financement cohérents, une perception d'impôts basée sur une fiscalité juste et un système de cotisations progressives.

Nous devons continuer de plaider activement pour une harmonisation européenne des systèmes de protection sociale vers le haut et nous assurer que les accords de commerce et d'investissement internationaux, les traités fiscaux mais aussi les conditions imposées par les grandes institutions financières internationales n'affaiblissent ni n'empêchent le développement de la protection sociale dans le Sud.

ICI ET LÀ-BAS, MÊME COMBAT?

«Le meilleur service que les syndicats dans le Nord puissent nous rendre, c'est de poursuivre la lutte pour le maintien de la protection sociale chez eux, car cette lutte est nécessaire pour

SOLIDARITÉ MONDIALE EN ACTIONS POUR SOUTENIR LA PROTECTION SOCIALE POUR TOUS!

Présence d'un stand de campagne aux événements suivants:

- **Fêtes de Wallonie** (Namur): les 19-20 septembre
- **Festival Tempo Color** (Liège): le 26 septembre
- **Journée nationale de campagne à Bruxelles** le 3 octobre: conférence et concerts
- **Festiv'Africa** (Bruxelles): le 17 octobre
- **Opération 11.11.11**: Du 05 au 15 novembre

pouvoir aussi imposer des changements chez nous» nous déclarait un syndicaliste lors d'un congrès international en Afrique du Sud. La campagne «Protection sociale pour tous» veut rassembler Nord et Sud autour de cet enjeu crucial. Bien souvent, nos concitoyens ne se rendent plus compte de la valeur de notre système de protection sociale, jusqu'au moment où ils tombent malades... Cette campagne veut donc rassembler là où tant de forces cherchent à nous diviser... L'histoire nous montre que ce sont toujours les mobilisations populaires qui ont fait bouger les choses, qui ont fait progresser les choses, ici et là-bas!

L'ACTION COLLECTIVE, POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE

Nous pouvons tous contribuer à l'organisation de la solidarité internationale, en soutenant les mouvements sociaux à l'échelle mondiale, en les renforçant afin qu'ils soient entendus. Les organisations du MOC se sont fermement engagées dans la campagne. Chacun à son niveau peut se mobiliser. Parlons-en autour de nous, mobilisons-nous, car plus on est de fous, plus on... crée le rapport de force! Nous avons un pouvoir, ne le sous-estimons pas! ■

VOUS AUSSI, PASSEZ À L'ACTION!

Pour montrer au monde politique que chacune a droit à la protection sociale, apportez votre soutien! Plus nous serons nombreux à soutenir la campagne, plus nous accentuerons la pression sur les décideurs politiques afin que les choses bougent réellement.

- Collez des sparadraps sur vos joues, votre corps, vos vêtements...
- Prenez une photo de vous ou d'une assemblée de votre organisation.
- Téléchargez cette photo sur le site de la campagne: www.protectionsociale.be
- Distribuez les sparadraps autour de vous: les principales informations sur la campagne figurent au verso de la carte «sparadraktion» qui compte seize autocollants en forme de sparadraps.
- Collez des affiches de la campagne dans votre entreprise, dans votre bureau, aux valves de votre école, à votre fenêtre...
- Si vous disposez d'un peu de temps pour parler de la campagne, différents outils d'animation sont à votre disposition: la liste et un bon de commande se trouvent sur le site www.solmond.be (contact: Jennifer Van Driessche - 02/246.38.81)
- N'hésitez pas à nous faire part de toutes vos initiatives ou nouvelles idées!



1. La Bolsa Familia est une aide financière pour les familles pauvres liée à des vaccinations obligatoires et à l'obligation scolaire.



Evaluation de la formation ISCO: *projet émancipateur* *& école de la seconde chance?*

PAR NICOLE TINANT, PERMANENTE
CIEP-ISCO COMMUNAUTAIRE

Le 5 février 2015, lors du Conseil Général de l'ISCO (CGI), les résultats du processus d'évaluation de la formation ISCO ont été présentés, suivis par un échange riche et mobilisateur. Nous en relayons ci-après les grandes lignes.

VOUS AVEZ DIT ISCO?

Avant cela, rappelons l'objectif de la formation ISCO: former des acteurs de changement dans la perspective d'une société plus juste, plus solidaire par le déploiement de l'action collective. Elle vise aussi l'émancipation d'adultes vivant des situations d'injustices et se trouvant dans des rapports de pouvoir inégaux. Il s'agit de les rendre capables de prendre leurs responsabilités dans le mouvement ouvrier et dans l'action collective en général.

POURQUOI ÉVALUER L'ISCO?

Cette évaluation visait à mesurer l'adéquation du processus ISCO comme formation militante et comme école de la seconde chance. En effet, depuis 2006, la formation s'était réorganisée et de nouveaux partenariats ont été construits avec la promotion sociale dans l'objectif de proposer une nouvelle reconnaissance du parcours des étudiants. La concrétisation de ce processus s'était faite en 2013 avec les premiers diplômés du Brevet d'Enseignement Supérieur d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale¹. Une question fondamentale

restait en suspens, le champ de la certification empiétait-il sur l'enjeu d'émancipation?

COMMENT ÉVALUER?

Dès 2012, nous avons lancé une réflexion, puis mis en œuvre le processus d'évaluation avec tous les acteurs concernés. Dans un premier temps, nous avons conçu une grille d'analyse: le circept de la pédagogie émancipatrice au départ duquel nous avons interrogé les acteurs et analysé le processus dans son ensemble. Afin d'affiner notre recherche, la parole a été donnée aux différents acteurs du processus par le biais de démarches participatives. C'est pourquoi les étudiants ont été interrogés via un questionnaire individuel visant l'évaluation des compétences ciblées en fonction de quatre critères, à savoir la pédagogie participative, la pédagogie émancipatrice, l'acquisition de compétences pour mener des processus d'action collective et le rapport à l'écrit.

Des 113 étudiants engagés dans le processus de formation cette année-là (89% issus d'un groupe interrégional), 53 ont répondu au questionnaire d'évaluation dans les temps impartis (47 %).

Par ailleurs, quatre rencontres collectives d'environ 2 à 3 heures ont été organisées avec des formateurs et coordinateurs afin de mesurer l'impact des nouvelles orientations prises par l'ISCO. Pour stimuler la réflexion et le croisement des échanges, une méthodologie au départ de la grille d'analyse Swot (Forces/Faiblesses/Opportunités/Menaces) a été proposée aux différents groupes. Elle permet d'effectuer deux diagnostics: d'une part, un diagnostic interne pour identifier les

forces et les faiblesses du nouveau processus de formation et, d'autre part, un diagnostic externe pour identifier les opportunités et les menaces présentes dans l'environnement. Une vingtaine de «formateurs/coordonateurs» ont été interrogés en guise d'échantillon représentatif des différents ISCO régionaux et interrégionaux.

POUR QUELS RÉSULTATS?

Afin d'enrichir le débat lors du CGI, une brochure présentant les résultats de cette évaluation² a été envoyée aux différents acteurs. On peut pointer une reconnaissance évidente de la formation comme formation militante et émancipatrice avec néanmoins divers points d'attention qui interpellent.

DU CÔTÉ DES ÉTUDIANTS

Le développement des compétences en action collective est un enjeu spécifique à la nouvelle formule ISCO. Il ressort de l'analyse que les diffé-



© DOMINIQUE LEFÈVRE

rents processus mis en place (cours d'action collective, stages,...) influent très positivement sur l'acquisition de ces compétences. L'augmentation des capacités à participer et à construire des actions collectives est l'apport majeur que les étudiants reconnaissent à la formation et, plus particulièrement, leur aptitude à animer, à mener un groupe, à gérer leur leadership, à prendre des responsabilités dans l'action, à assumer leur rôle, à répartir les rôles, à déléguer et à mener un débat. D'autres compétences sont également nommées telles que l'amélioration de leur compétence à négocier, à définir des objectifs, des priorités et chercher d'autres pistes de solution, ainsi que la capacité à construire un savoir commun, à argumenter, à influencer et/ou participer aux décisions,... Par ailleurs, pour les étudiants, les attentes liées aux stages sont ressenties comme étant fort exigeantes. La nécessité d'une amélioration du soutien et de la coordination du processus «stage» a été pointée (objectifs, critères, suivis équitables,...).

En ce qui concerne la pédagogie participative, les cours sont souvent évoqués comme lieux de participation active car ils suscitent l'échange d'expériences entre les participants, l'écoute active, une meilleure prise en compte de l'avis des autres (sous-groupes, DS, entreprises...) et une augmentation de la capacité à répartir les tâches en équipes et à déléguer. Les sous-groupes sont reconnus comme étant des lieux de solidarité et des appuis à la motivation à poursuivre la formation. Les expériences de transferts de savoirs et d'application des méthodologies au-delà de l'ISCO (militance, engagement,...) enrichissent la formation par un processus d'aller et retour.

Par contre, certains étudiants évoquent l'«évaporation» des sous-groupes en cours de formation. Nous avons relevé qu'ils ne nommaient pas le CEC comme un lieu de participation. Est-ce parce qu'ils n'y pensent pas? ou encore est-ce que le CEC n'est pas un lieu de participation?... La cause sera à élucider.

En matière de pédagogie émancipatrice, les étudiants relèvent plus particulièrement une augmentation de leurs compétences en matière d'expression, d'intervention, d'argumentation, de prise de parole, d'écoute pour une meilleure confrontation de leurs points de vue et d'autonomie par rapport à leurs lieux de militance. La formation leur a également donné une plus grande conscience des inégalités grâce aux échanges entre étudiants et de par l'augmentation de leur capacité à analyser, à avoir un esprit critique plus affiné.

En ce qui concerne le rapport à l'écrit, beaucoup estiment que la formation a influencé positivement leurs compétences au niveau de la lecture et de l'écriture bien que pour certains, les exigences par rapport à l'écrit ont été vécues comme éprouvantes et le recours à l'ordinateur a représenté un obstacle à la formation. Différentes questions nous ont interpellés: Comment travailler le rapport à l'écrit (prise de notes et rédaction de textes,...)? Comment surmonter cette exigence implicite de l'institution par rapport au numérique (travaux, mails,...), alors qu'il n'en est jamais fait mention en tant que prérequis à la formation? Faut-il mettre en place un processus d'apprentissage de l'utilisation de l'outil informatique? Quel soutien pour les personnes en grandes difficultés par rapport à l'écrit?

DU CÔTÉ DES FORMATEURS

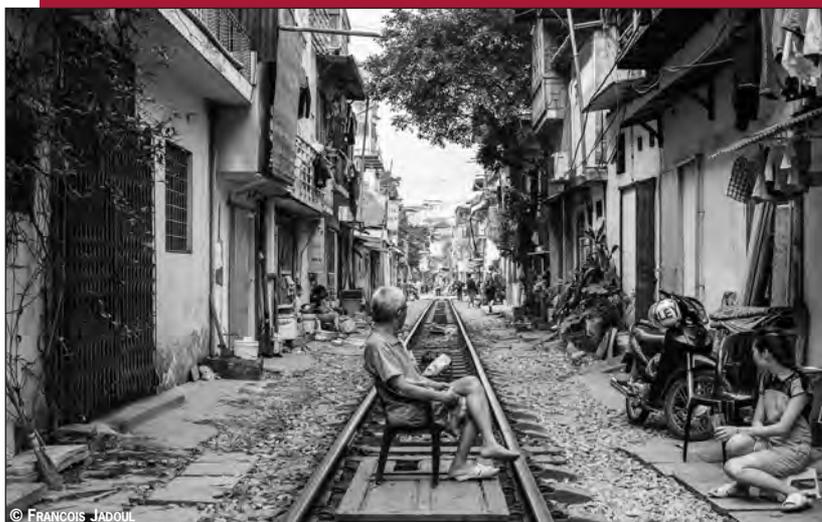
Les formateurs nous ont également interpellés sur différentes tensions dialectiques qui traversaient le processus de formation: tension entre la formalisation des cours et le processus

d'éducation permanente, tension entre la certification et la mise en place de processus (participation, émancipation,...). D'autres questions se posent: Comment soutenir les formateurs par rapport à la rigueur administrative? Comment organiser un soutien et des échanges de savoirs entre formateurs pour les aider à se positionner entre rigueur et souplesse (contenu, méthodologie, contrat pédagogique, compétences terminales multiples, abstraction)? Comment mieux encadrer et stimuler la remise des travaux dans le temps imparti?...

QUEL SUIVI DE CETTE ÉVALUATION?

Lors de la présentation de ces résultats, toutes ces interrogations furent l'occasion de débats particulièrement participatifs et constructifs. Dans un climat de respect mutuel, représentants de l'Université de Namur, des organisations constitutives du MOC, des MOC régionaux, des formateurs et des étudiants, tous acteurs de la formation, ont pu interpellé, échanger, confronter leurs points de vue et proposer des pistes d'actions. La richesse des échanges a mis en exergue l'importance de problématiques spécifiques comme le rôle du CEC³, le rapport à l'écrit, le mémoire-action et l'accompagnement des équipes pédagogiques.

Suite à cette évaluation et aux débats qui ont émergé lors du CGI, nous avons prolongé la réflexion avec les différents acteurs institutionnels. En guise de suivi, une commission pédagogique ISCO sera relancée par le biais de deux groupes de travail spécifiques (GT):



- **Un GT «Rapport à l'écrit»**
 Sans être une problématique spécifique à l'ISCO, le rapport à l'écrit est un enjeu majeur dans le processus de formation. Souvent les étudiants ne pratiquent plus l'écriture dans leur cadre professionnel. Comment dramatiser et développer une confiance en soi? Quel rapport à l'outil informatique?
- **Un GT «Mémoire-action»**
 A ce jour, la réalisation du mémoire-action est ressentie comme un incontournable à la certification plutôt qu'un élément spécifique du dispositif. Or, c'est au travers du mémoire que *in fine*, l'étudiant dévoile sa capacité à mener une action. Les pratiques doivent alors être réinterrogées. La question de l'«action» est-elle assez développée dans le processus pédagogique de mise en projet? Comment les rapports de stage peuvent-ils servir d'appuis? Comment améliorer l'encadrement des commissions d'accompagnement?

L'accompagnement adéquat des équipes pédagogiques est également un enjeu majeur. Dès lors, comment renforcer les équipes pédagogiques pour qu'elles soient soutenantes en cas de soucis? Comment favoriser la cohésion? l'envie de se retrouver? l'adhésion au projet de formation?...

Le fait que le CEC n'ait pas été nommé comme lieu de participation et de co-construction, nous a interpellés et a suscité un débat. Diverses interprétations ont été avancées mais avant d'aller plus loin, il a été décidé de traiter cette question, dans un premier temps, avec les formateurs en équipe pédagogique pour enrichir la réflexion.

EN CONCLUSION

Ce processus d'évaluation a mesuré la contribution de la formation ISCO dans l'acquisition, par le public en formation, de postures d'émancipation individuelle et collective. Plus spécifiquement, les étudiants se sont exprimés au niveau de la pédagogie participative, la pédagogie émancipatrice, l'acquisition de compétences pour mener des processus d'action collective et le rapport à l'écrit. Les équipes pédagogiques, quant à elles, ont témoigné de leur vécu et leur ressenti par rapport à ce qu'elles identifient comme forces, faiblesses, opportunités et menaces face au nouveau pro-

cessus de formation. Malgré le poids du processus de certification, l'analyse des résultats tente à montrer que le champ de la certification n'empiète pas sur l'enjeu d'émancipation.

Les adultes en formation participent activement à leur processus d'émancipation et mettent en exergue la méthodologie centrée sur la solidarité et l'égalité entre eux, ainsi qu'une mise en perspective et une prise de distance par rapport à leur vécu propre. Les savoirs se transmettent lors de confrontations entre leurs connaissances et les savoirs théoriques académiques (co-construction du savoir). Cette manière de concevoir les savoirs permet l'expression de tous et toutes, malgré leur(s) situation(s) de domination. Dans l'éducation populaire, l'émancipation individuelle est toujours couplée à l'émancipation collective pour atteindre un réel changement. Les adultes en formation apprennent à se construire une opinion personnelle face aux questions et problématiques qui les entourent et les affectent. En partant de situations vécues et d'actions concrètes, ils appréhendent autrement les enjeux globaux et se détachent ainsi de la pensée dominante. ■

1. Certification de l'Enseignement Supérieur (CESS) délivrée exclusivement par l'Enseignement de Promotion sociale et se situant au niveau 5 (c'est-à-dire entre le CESS et le Baccalauréat).
2. *Évaluation de la formation ISCO: Projet émancipateur & École de la seconde chance?*, CIEP, 2015, 20p.
3. CEC: Conseil Elargi de Classe

MASTER EN INGÉNIERIE ET ACTION SOCIALES

LOUVAIN-LA-NEUVE-NAMUR

HELHa/Cardijn à Louvain-la-Neuve et HENALLux à Namur proposent depuis quelques années un Master en ingénierie et action sociales de niveau universitaire. Un nouveau cycle débutera en septembre 2015 à Namur. Cette formation prépare aux fonctions de cadre dans le non marchand. Reconnue et valorisée par les milieux professionnels, cette formation est dispensée en 2 ans.



Compatibles avec un travail, les cours sont organisés tous les jeudis après-midi et vendredis, ainsi que quelques samedis sur l'année (avec possibilité de dispenses et une reconnaissance du terrain professionnel comme lieu d'ancrage des activités de recherche). ■

SÉANCES D'INFORMATION: HELHA - INSTITUT CARDIJN LOUVAIN-LA-NEUVE, 27 AOUT À 17H
INFO: NATHALIE CALVI - TÉL.: 0497/433.434
 NATHALIE.CALVI@MIAS-LLN-NAMUR.BE
 WWW.MIAS-LLN-NAMUR.BE/

NOUVELLE SESSION BAGIC 2015-2017



Vous êtes animatrice/teur en d'éducation permanente, en Organisation de jeunesse, dans un Centre culturel, une association de quartier,... Vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra scolaire,... Vous développez des projets d'aide à la création et la créativité, d'expression culturelle,... Vos projets sont féministes, interculturels, sociaux, de solidarités internationales. Le CIEP propose une formation de coordinateurs de projets culturels et socioculturels en action collective: le BAGIC.

SÉANCES D'INFORMATION (SUR INSCRIPTION AU SECRÉTARIAT AU 02/246.38.41 OU BAGIC@CIEP.BE): - 13 AOUT À 18.00 - 24 AOUT À 18.00 - 7 SEPTEMBRE À 18.00 - 18 SEPTEMBRE À 18.00 - 24 SEPTEMBRE À 18.00
LANCEMENT DE LA FORMATION: 5 OCTOBRE
LIEU: MUNDO NAMUR
COORDINATION: LAHCEN AIT AHMED - LAHCEN.AITAHMED@CIEP.BE



Un Bébébus dans l'Est du BW

Une halte-accueil itinérante couplée à un soutien à la parentalité



PAR PERRINE DETOBER, CIEP-MOC
BRABANT WALLON

L'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE EN BRABANT WALLON

Il y a plus de 10 ans, le Groupe d'Animation de la Basse Sambre (GABS) lançait un premier Bébébus. Aujourd'hui, le Réseau des Bébébus de la Province de Namur dispose de six bus itinérants et, à terme, il couvrira toute la province avec 10 bus. Fortes de leurs expériences, quatre associations actives en éducation permanente et en insertion socioprofessionnelle sur le Brabant wallon (à savoir Les Femmes Prévoyantes Socialistes-FPS, le CIEP-MOC du BW, le CRABE et Mode d'Emploi de Vie féminine) planchent, depuis octobre 2013, sur la mise en place d'un projet similaire basé dans l'Est de la province, afin de répondre aux carences du secteur de l'accueil de la petite enfance.

Malgré un taux de couverture de 40,2 %¹, le manque de places d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans reste encore aujourd'hui un problème majeur dans le Brabant wallon où le taux d'emploi et, en particulier celui des femmes, est élevé. En outre, les difficultés d'accès aux structures d'accueil pour les parents sans emploi résident dans le fait que seulement 26 % des structures sont subventionnées par l'ONE. Seules, ces dernières utilisent la Participation financière parentale (PFP)², tarification qui tient compte des revenus. Par contre, les structures non subvention-

nées appliquent une tarification qui est centrée sur leur nécessaire rentabilité. À titre indicatif, en Brabant wallon, la participation financière journalière moyenne se monte à 15,00 € par prestation dans le subventionné³. Elle s'élève à 25,00 €, le plus souvent au forfait, dans le non subventionné. C'est dire qu'outre le manque de places, le prix reste un frein important pour avoir accès à une structure d'accueil.

POURQUOI UN BÉBÉBUS?

L'objectif premier de cette structure est d'offrir un accueil ponctuel à des parents qui pourront ainsi s'investir dans une activité, quelle qu'elle soit, sans la présence de leur enfant, tout en étant assuré de son bien-être et de sa sécurité. Une participation financière forfaitaire sera demandée mais elle ne doit nullement représenter un obstacle à l'accès de ce service.

Le Bébébus constitue également une réponse à des besoins sociaux peu couverts par les services existants en

Brabant wallon. Les retombées de ce projet bénéficieront ainsi à l'ensemble de la collectivité tout en permettant à la fois de lutter spécifiquement contre les diverses formes de discriminations sociales existantes.

Ce projet poursuit d'autres objectifs comme encourager indirectement l'insertion sociale et/ou professionnelle des personnes précaires et permettre aussi une meilleure conciliation entre la vie privée et professionnelle. Il vise une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, tout en contribuant à la prévention sociale en abordant des questions de parentalité. Enfin, il aide à la construction d'un réseau social qui permet de sortir de l'isolement.

La halte-accueil itinérante n'est pas envisagée comme une concurrence à l'offre existante mais bien comme une complémentarité dans le secteur de la petite enfance en proposant aux familles les plus fragilisées, un service en adéquation avec leurs besoins. En effet, en offrant une structure mobile, accessible financièrement et géographiquement, flexible dans la durée et la périodicité de l'accueil, le Bébébus répond aux demandes qu'une structure d'accueil classique ne pourrait pas satisfaire.

Ce projet s'inscrit aussi dans une démarche d'économie sociale en offrant un service de proximité qui optimise les infrastructures communales existantes et crée localement de l'emploi.

POURQUOI DANS L'EST DU BRABANT WALLON?

Dans l'Est du Brabant wallon, le manque de places d'accueil pour les 0-3 ans s'avère être encore plus impor-





© BÉRÉNICÉ RUYSSSEN

tant que dans les autres parties de la province. En effet, le taux de couverture atteint seulement 31,78 % et cette difficulté se combine, en raison du caractère rural de la région, avec des problématiques de mobilité qui fragilisent encore davantage un public plus précaire. C'est pourquoi cette halte-accueil itinérante se déplacera dans quatre communes de l'Est du Brabant wallon autour d'Incourt.

COMMENT VA-T-IL FONCTIONNER?

Cette halte-accueil itinérante est constituée d'une camionnette chargée de matériel de puériculture permettant de prendre en charge 9 enfants. Chaque jour, le personnel d'encadrement déplacera ce matériel dans un lieu d'accueil différent au sein de locaux agréés par l'ONE et mis à disposition par les pouvoirs communaux.

DÉVELOPPER LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Intégré, dès le début, au projet global et dans une démarche d'éducation permanente, un second axe s'est développé en parallèle autour d'un soutien à la parentalité. Ces actions spécifiques sont prises en charge et coordonnées par les FPS du Brabant wallon. Elles proposeront aux parents, des actions qui visent un travail d'éducation à l'émancipation, à la participation citoyenne, à la parentalité responsable sans oublier un travail de développement de l'estime de soi, de la confiance en soi et dans les institutions. Ce travail est envisagé comme base à tout travail de remobilisation et de réinsertion sociale et professionnelle. Si l'accompagnement proposé aux parents peut précéder leur démarche d'inscription au Bébébus, participer au proces-

sus d'éducation permanente n'est pas une condition pour avoir accès à ce service. Ainsi, les publics pourront être différents d'un axe à l'autre. Néanmoins, dans la construction du projet, les deux axes sont complémentaires et indissociables.

UN PROCESSUS IMPORTANT DE COLLABORATION ET DE PARTENARIAT

Les quatre associations porteuses, actives en éducation permanente et en insertion socioprofessionnelle, ont associé leur expérience et ressources spécifiques pour la mise sur pied du Bébébus. Elles ont une expertise dans l'accompagnement des projets, le développement des partenariats et des réseaux mais aussi pour approcher tant, le public potentiel par des activités de sensibilisation et l'organisation d'animations en éducation permanente, que les acteurs politiques et institutionnels invités à soutenir le projet.

Le CIEP-BW qui, grâce au réseau MOC de la province, a une expérience de projets en économie sociale par la création d'initiatives dans le secteur de la communication (Inform'Action Asbl), de l'insertion sociale et professionnelle (AID BW Asbl) ainsi que dans des sociétés coopératives à responsabilité limitée et à finalité sociale (R.A.P.P.E.L. SCRL FS et la Ressourcerie de la Dyle SCRL FS).

L'Asbl CRABE, active sur l'Est du Brabant wallon depuis plus de 30 ans, est reconnue comme service d'éducation permanente et centre d'insertion socioprofessionnelle. Elle propose des activités à un public peu qualifié et fragilisé. Par ailleurs, l'association est à la base de la création d'entre-

prises d'économie sociale (Agricovert, Floreco) actives sur le territoire. L'ASBL Mode d'emploi BW est l'organisme d'insertion socioprofessionnelle de Vie féminine. Elle propose des formations de réorientation et de remise à niveau pour les femmes. L'ASBL trouve des ressources auprès de Vie féminine, auprès de son Service maternel et infantile (SMI) ainsi qu'auprès de son école de promotion sociale.

Enfin, l'ASBL FPS-BW est un mouvement féministe reconnu comme organisation d'éducation permanente, qui fait partie du réseau associatif de la Mutualité socialiste. Les FPS encadrent quatre consultations ONE sur la province et gèrent deux services de halte-accueil sur Tubize et Clabecq. Elles proposent également de l'accueil extrascolaire pour les enfants entre 2,5 ans et 5 ans au sein de leur ludothèque, la Maison Surprise.

D'AUTRES PARTENARIATS

Pour l'axe spécifique de la halte-accueil, des partenariats ont été privilégiés avec des institutions ayant une expertise dans l'accueil de la petite enfance, à savoir l'ONE, à travers ses coordinatrices locales pour construire le dossier d'autorisation et à travers ses TMS qui sont en contact direct avec le public potentiel, ainsi que l'Intercommunale sociale du Brabant wallon (ISBW). Toutes les deux, elles garantissent la faisabilité et la qualité du Bébébus.

En ce qui concerne le soutien à la parentalité, des partenaires potentiels ont été sollicités: l'Espace public numérique d'Incourt, le Foyer culturel de Perwez, le Centre de la Famille de Perwez, le CRABE, l'AMO de Jodoigne, le Service Communal d'Aide aux Jeunes de Perwez (SCAJ), le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP), l'ACRF, la Ligue des familles, Solo mais pas seule, Vie féminine, Lire et Ecrire et les Equipes Populaires.

Pour le projet global, des rencontres avec le GABS et le Réseau des Bébébus namurois sont régulièrement planifiées pour profiter de leur expérience.

UN COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT

Un comité d'accompagnement sera mis en place afin de faire le lien entre les deux axes du projet et les développer en cohérence avec les objectifs poursuivis. Des représentants des communes et/ou des CPAS concernés par le Bébébus, les TMS et coordinatrices locales de l'ONE et de toutes les institutions ou acteurs qui peuvent apporter un soutien au projet et, notamment, les autres structures d'accueil existantes sur le territoire sont invités à participer au comité.

LE MONTAGE FINANCIER DU PROJET

Afin de lancer le projet de manière pertinente, une étude de faisabilité⁴ a été réalisée grâce à une bourse décrochée en mai 2014. L'agence-conseil en économie sociale, la SAW-B, a accompagné le groupe porteur pour cette étude.

Concernant la halte-accueil, les communes participantes ont été sollicitées pour mettre à disposition un local pour l'accueil de 9 enfants à raison d'un jour par semaine. En outre, une participation financière de 5 000 € par an leur a été demandée. A ce jour, quatre communes ont répondu positivement (Incourt, Perwez, Ramillies et Beauvechain). Après avoir été interpellée, la Province du Brabant wallon a refusé de soutenir, de manière structurelle, le projet. Cependant, le règlement provincial concernant la création de places d'accueil sera sollicité. Par ailleurs, les frais d'investissement (achat d'une camionnette et du matériel de puériculture) pourront être réalisés grâce à la cellule Loterie nationale de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Une réponse favorable de Viva for Life va permettre de financer une partie des frais de salaires de 2015 et 2016. Pour le poste de coordination du Bébébus, une demande a été rentrée par le Groupe d'Action Locale Culturalité en Hesbaye brabançonne qui s'inscrit dans l'idée d'une gestion dynamique de développement rural à travers notamment l'axe de la cohésion sociale. Cette piste pourrait financer ce poste de 2016 à 2020 avec l'aide



d'un programme européen. Le contexte actuel ne privilégie plus les aides structurelles récurrentes du côté des pouvoirs publics. Un temps important et constant a été et devra encore être consacré à la recherche de financements pour pérenniser le projet.

Les outils de communication sont pris en charge par les stagiaires de la filière Infographie de l'AID OISP de Court-Saint-Etienne: depuis septembre 2014, dans le cadre de leur formation, ils planchent sur différents supports graphiques pour le projet; ce qui leur permet d'apprendre leur métier en appréhendant la réalité d'un secteur d'activité. Le logo a déjà été créé et d'autres supports seront réalisés d'ici juin 2015.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Afin de pérenniser le projet et poursuivre plus facilement la recherche de financement, une Asbl «Bébébus en Brabant wallon» a été constituée en février 2015, avec une personnalité morale, dissociée des associations porteuses. Cette structure propre a également permis d'introduire une demande de postes APE auprès de la Région wallonne. Son siège social et le bureau de la coordination sont situés sur la Commune d'Incourt.

Une demande d'autorisation pour l'ouverture d'une halte-accueil sera soumise au Comité Subrégional de l'ONE en juillet 2015.

Des conventions sont en cours de rédaction et seront prochainement signées avec les communes partenaires qui devront procéder à d'éventuelles mises en conformité de leurs locaux.

Les activités de soutien à la parentalité démarreront dans le premier semestre de 2015. L'engagement du poste de coordination à mi-temps est prévu dans le courant du mois de juin et ceux des quatre postes mi-temps pour l'encadrement des enfants pour la mi-août dans la perspective d'une ouverture en septembre prochain.

L'initiative lancée initialement par le GABS, il y a une dizaine d'années, s'est donc développée au-delà de la région de Sambreville et s'étend aujourd'hui dans d'autres régions: Brabant wallon mais également à Liège et en région bruxelloise. L'expérience namuroise démontre que ces Bébébus répondent à un véritable besoin et sont une alternative complémentaire aux autres structures existantes. L'accompagnement parental dans un processus d'éducation permanente représente une plus-value de ces projets. De ce point de vue, le développement partenarial avec les associations locales est important en termes de lien social et d'implantation territoriale. Une fédération des différents projets en Wallonie et à Bruxelles, comme proposée par le Directeur du GABS, ajoutera un poids supplémentaire aux initiatives dans leur besoin de financement. ■

1. Chiffres 2013, ISBW.
2. Arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil impose aux milieux d'accueil agréés, notamment, de solliciter auprès des parents une participation financière sur base de leurs revenus mensuels nets. (Source: ONE)
3. Le (sur)vol de la Cigogne en Brabant wallon 2008-2012, ISBW et le Comité subrégional de l'ONE.
4. Pour en savoir plus sur le projet, consulter l'étude de faisabilité et ses annexes sur www.mocbw.be

Nouveaux enjeux Nord-Sud

dans la mondialisation

Le CETRI propose une formation «Des clés pour comprendre» les enjeux de la mondialisation qui fournit des outils d'analyse des tendances récentes qui (re)-façonnent les rapports Nord-Sud et les processus de changement social et politique au Sud. ■

Dates: DU 21 OCTOBRE AU 9 DÉCEMBRE 2015 (LES MERCREDIS DE 18H30 À 21H30)

Lieu: MOC «NOTRE MAISON» À TOURNAI

Organisation: CETRI EN COLLABORATION AVEC LE CIEP HAINAUT OCCIDENTAL

Inscriptions et info: NATHALIE VANHUMBEECK - VANHUMBEECK@CETRI.BE - TÉL.: 010/48.95.63.

Les Wallons picards ont la patate

Dans le contexte de crise(s) actuel, la pression sur les travailleurs se fait toujours plus grande. Entre productivisme et décroissance, quel avenir pour notre modèle de développement socio-économique? Le MOC-HO tente de répondre à ces questions en interrogeant les travailleurs de la production locale de pommes de terre sur le sens de leur travail, leurs conditions de travail, leur bien-être et l'articulation des différents temps. Cette publication rend compte des réalités du travail dans cette filière, des enjeux actuels, des réflexions et des pistes d'avenir. ■

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE: 25 SEPTEMBRE

INFO: CIEP HAINAUT OCCIDENTAL, ELISE DEPAUW
TÉL.: 069/880.772 OU 0471/82.28.37 -
ELISE.DEPAUW@CIEP-HO.BE

Les projets socio-artistiques participent-ils à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?

PAR PATRICIA SANTORO,
BAGIC NAMUR, GROUPE VI,
SESSION 2011-2013

Lors de mon entrée en fonction à la direction du Centre Culturel de Sambreville, j'ai rapidement développé un intérêt pour les projets socioculturels intégrant une démarche artistique. D'emblée, cette méthodologie m'a semblé pertinente dans notre travail d'éducation permanente car elle associait différentes facettes de nos missions. Assez rapidement, j'ai mis en place un nouveau mode de fonctionnement alliant social et artistique car je présumais que ce type de démarche pouvait attirer les publics plus éloignés de la Culture et favoriser leur émancipation. En plus, j'ai constaté que de plus en plus d'opérateurs développaient ce genre de projet. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi d'approfondir cette thématique.

En 2012, une circulaire émise par la Ministre Fadila Laanan, mettait l'accent sur la participation active des citoyens et la stimulation de l'expression culturelle. Elle avait pour objectif de préparer les centres culturels au nouveau décret. L'exercice des droits culturels, parmi lesquels on retrouve la liberté de s'exprimer artistiquement et la participation à la Culture, est un fondement de ce décret. Ses objectifs sont, notamment, de développer l'émancipation des citoyens, de renforcer le lien social et de lutter contre les inégalités. La priorité est accordée aux individus éloignés de la Culture et des droits culturels. Parallèlement à l'évolution du secteur socioculturel, ces dernières années, un arrêté royal invite, depuis 2003, les CPAS à développer la participation culturelle de leurs usagers. Ce cadre législatif, et particulièrement le contenu des droits culturels, a permis de définir le cadre théorique de mon mémoire.



Le focus a été mis sur les usagers du CPAS et sur leur accès à l'exercice de leurs droits culturels. Nous nous sommes basés sur différents outils et, notamment une analyse du lien entre les centres culturels et le droit à participer à la vie culturelle développée par Céline Romainville ainsi que l'outil pédagogique «Centres culturels et territoires d'actions», qui a été produit suite à un focus group avec des animateurs responsables de centres culturels. Il cadre et conceptualise les lignes de force du travail en centres culturels: démocratisation et démocratie culturelle. Il s'agissait donc, en s'appuyant, notamment, sur ces deux supports conceptuels, de valider la visée. En conclusion, on peut dire que la participation active à la Culture offre effectivement des retombées positives qui peuvent servir de leviers vers l'émancipation: développement d'aptitudes sociales et de créativité, acquisition de nouvelles compétences et expériences, élaboration de réseaux sociaux, développement de la confiance en soi, renforcement des liens sociaux, intégration sociale. La participation renforce l'individu en développant son capital social et culturel. En ce sens, les projets socio-artistiques développés par les centres culturels participent effectivement à la lutte contre l'exclusion sociale et la précarité. Plusieurs conditions ont été mises en évidence: l'importance du long terme et la proximité. Ses objectifs sont plus facilement atteints chez les jeunes. ■



© GILLES HAMOLINE

Tu vois ce que
je veux dire?

La domesticité... d'un autre âge?

Le CARHOP, en collaboration avec les Femmes CSC de Bruxelles et Vie Féminine, a organisé, en 2011, une journée d'étude consacrée au travail domestique, intitulée «La domesticité... d'un autre âge?». L'objectif poursuivi était de mettre en évidence la réalité de ce secteur trop peu connu et qui emploie majoritairement des femmes dans des conditions précaires.

Vu la qualité des contributions et des échanges de cette journée, le CARHOP a prolongé la démarche en publiant un Carnet. Il vise à approfondir la question du travail domestique en Belgique, largement exercé par des femmes et notamment par beaucoup de travailleuses migrantes.

Avec ce Carnet, le but du CARHOP est aussi d'ouvrir la réflexion sur un secteur peu visible qui recouvre plusieurs enjeux essentiels de la période actuelle: la précarisation du travail, la perpétuation des stéréotypes de genre, l'exploitation des phénomènes migratoires. ■



INFORMATIONS ET COMMANDE (AU PRIX DE 10,00 €): CARHOP - TÉL.: 02/514.15.30
OU INFO@CARHOP.BE - EN LIGNE: WWW.CARHOP.BE

Le cadeau empoisonné

PAR ARNAUD GORGEMANS, SOLIDARITÉ MONDIALE

Le collectif qui a rédigé cet ouvrage est bien au fait des réalités socio-politiques de l'Est du Congo. Dévastée depuis 20 ans par les conflits armés et l'exploitation anarchique des ressources naturelles, cette région est devenue une terre fertile pour les interventions humanitaires en tous genres. Prétendant sauver des populations en détresse, leur politique de gratuité en matière de soins a des effets profondément déstabilisants et mortifères pour le système existant.

S'appuyant sur une analyse de l'impact de la gratuité des soins sur la santé publique et complété par une vaste étude de Ch. Maisin et E. Bahizire relative à l'impact du phénomène mutualiste au Sud-Kivu, l'ouvrage ne fait pas l'économie de la présentation du contexte historique, politique, social et sanitaire du pays. Cela permettra au lecteur néophyte des réalités congolaises de comprendre facilement les tenants et aboutissants de l'analyse.

La soixantaine d'ONG internationales humanitaires qui interviennent dans la Province, ne couvrent pas la totalité du territoire et se font concurrence entre elles en appliquant des stratégies et des approches différentes et changeantes qui amènent les populations à pratiquer le nomadisme sanitaire.

Alors que la fréquentation d'une structure sanitaire est un indice classique de la qualité de ses soins, la gratuité a pour effet principal d'entraîner une «sur-fréquentation» par rapport aux besoins réels et, dès lors, une baisse de la qualité des soins. Pire, elle désimpose totalement la population et empêche de facto l'émergence de toute mutuelle de santé.

Outre cette démonstration étayée par des chiffres, la principale vertu du livre est de remettre en perspective l'impact des déterminants de la santé dans un contexte de crise. La pauvreté, l'exploitation écorchée des ressources naturelles et les conflits ont des effets dévastateurs en termes de santé. Et là-bas comme ici, les politiques néo-libérales dérèglent, déstructurent et rendent malades. Des solutions existent et des politiques de protection sociale sont en construction, malgré ou contre les acteurs humanitaires dont les interventions perpétuent et approfondissent les inégalités entre les peuples. Le parti pris du plaidoyer de ce trio est salutaire. ■

**INFORMATIONS PRATIQUES:**

LUC DUSOULIER, EMMANUEL RUGARABURA ET ADRIEN ZAWADI, *Le cadeau empoisonné. ONG et soins de santé à l'Est du Congo*, EDITIONS COULEURS LIVRES, 2014.

Le Monde selon les femmes vient de publier un petit livre-jeu bien utile pour aborder l'égalité entre

femmes et hommes, ici et là-bas. Cette publication se compose d'un livre, de 20 cartes illustrées autour de 20 t h è m e s



pour réfléchir et débattre sur la façon dont chacun-e peut s'impliquer personnellement et/ou collectivement pour un monde plus égalitaire.

Le jeu de cartes est un excellent outil pour initier une animation-débat autour de cette question: «Qu'est-ce qui est prioritaire pour l'égalité entre les femmes et les hommes au Nord et/ou au Sud de la planète?». Les participants sont alors invités à échanger leurs visions de l'égalité et à construire une stratégie commune à partir de leurs priorités individuelles.

Les thèmes qui peuvent être abordés sont multiples: l'éducation, les métiers, l'accueil des enfants, l'influence des médias, l'enseignement dans les pays du Sud, la liberté d'être soi, l'autonomie de revenu, les budgets sensibles au genre, les lois à faire appliquer, la contraception, la protection sociale, l'agroécologie féministe, l'égalité salariale, le mariage et la cohabitation, les quotas en politique, les violences, l'expression dans l'espace public, les tâches ménagères, les droits des migrant-e-s, le plaisir, la joie et l'optimisme.

Cette publication propose également des informations chiffrées, des extraits de textes de loi, des prises de position, des analyses, des réflexions et des témoignages, des jeux, des tests de connaissances... le tout pour aider l'animateur dans son activité mais aussi pour s'informer, argumenter, sortir des stéréotypes, tout en s'amusant! ■

INFORMATIONS PRATIQUES:

CLAUDINE, DRION, *Genre... Tu vois ce que je veux dire?*, BRUXELLES, LE MONDE SELON LES FEMMES, 2015 (ILLUSTRATIONS DE CLARICE).

POUR LE COMMANDER (AU PRIX DE 12,00 €): LE MONDE SELON LES FEMMES - TÉL.: 02/223.05.12
WWW.MONDEFEMMES.ORG



Dates à épingler

ELLES COMPTENT!

Bousculons notre système économique

Au programme de la semaine d'études de Vie Féminin: Conférences, ateliers de découverte et d'appropriation, tables-rondes, mise en commun, soirée festive.

DATES: 2, 3 ET 4 JUILLET

LIEU: CENTRE SCOLAIRE ASTY-MOULIN 5002 NAMUR

INSCRIPTION: VIE FÉMININE NATIONALE

TÉL.: 02/227.13.00

COURRIEL: INSCRIPTIONS@VIEFEMINE.BE

PROGRAMME: WWW.VIEFEMINE.BE

WEEK-END AU BORD DE L'EAU

Le samedi 4 juillet aura lieu le «Week-end au bord de l'eau», événement populaire et culturel qui vise à favoriser les synergies entre culture, éducation permanente, patrimoine et tourisme, mais aussi la mixité des publics ainsi que la mise en valeur de la région du Centre et du Patrimoine classé à l'Unesco. Un village associatif mettra en évidence le développement durable. Le CIEP Hainaut-Centre y fera une animation sur l'alimentation durable.

DATE: 4 JUILLET

LIEU: RUE NOULET À 7110 STRÉPY-BRACQUEGNIES

CONTACT: JULIEN GRAS - TÉL.: 0472/53.31.04

ALTERNATIVES SOCIO-ÉCOLOGIQUES

Rencontre festive et gratuite «Change le monde» du CNCND autour d'initiatives de transition socio-écologique.

DATE: 28 ET 29 JUILLET

LIEU: MARBEHAN

INFOS: CNCND - TÉL.: 0474/82.50.73

WWW.CNCND.BE/CHANGELEMONDE

MUTATION NUMÉRIQUE: MUTATION SCOLAIRE?

Le numérique s'impose aujourd'hui dans toutes les dimensions de notre société. Dans ce contexte, quelle est la capacité de l'école à s'adapter?

DATE: 21 AOUT

LIEU: LOUVAIN-LA-NEUVE (AULA MAGNA)

AU PROGRAMME: CONFÉRENCES ET ATELIERS

PUBLIC: LES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT

INFOS: SEGEC - UNIVERSITE.ETE@SEGEC.BE

HTTP://ENSEIGNEMENT.CATHOLIQUE.BE/SEGEC/INDEX.PHP?D=2183

RENCONTRES PÉDAGOGIQUES D'ÉTÉ

DATES: DU 17 AU 22 AOUT

LIEU: LA MARLAGNE (WÉPION)

INFOS: CHANGEMENTS POUR L'ÉGALITÉ (CGÉ)

TÉL.: 02/218.34.50 - WWW.CHANGEMENT-EGALITE.BE

ATELIERS

«Politisons-nous les uns les autres!»

Dès septembre, le CIEP-MOC Bruxelles lance des ateliers bimensuels «Politisons-nous les uns les autres!» pour des personnes investies dans une des organisations du MOC Bruxelles et porteurs de groupe. Face aux difficultés à mobiliser, comment identifier des leviers d'action pour engranger des victoires face aux attaques contre les travailleur-ses avec et sans emploi. Ensemble, des grilles d'analyse seront construites et des débats autour des perspectives seront organisés pour progresser dans nos actions collectives.

DATE: DÈS SEPTEMBRE

LIEU: MOC BRUXELLES RUE PLÉTINCKX 19 - 1000 BRUXELLES

INFOS: MYRIAM DJEGHAM - TÉL.: 02/557.88.38

MYRIAM.DJEGHAM@MOCBXL.BE

VILLAGE DES ALTERNATIVES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

«Ensemble construisons un monde meilleur en relevant le défi climatique!»

ORGANISATION: ALTERNATIBA

DATES: 12 ET 13 SEPTEMBRE

LIEU: BRUXELLES

HTTPS://ALTERNATIBA.EU/BRUXELLES/FR/

RAPPORTS SOCIAUX, TRAVAIL ET INSERTION

Organisé par la FOPES, le CIRTES et la Chaire Max Bastin, ce colloque veut, en mobilisant la psychologie sociale, contribuer à comprendre les variables qui transforment les inégalités sociales et l'influence du travail sur ces transformations.

DATE: 26 SEPTEMBRE (DE 13H À 18H)

LIEU: LOUVAIN-LA-NEUVE

PROGRAMME: TROIS ATELIERS (DIVERSITÉ ET DISCRIMINATION; CHÔMAGE ET STIGMATISATION; BIEN-ÊTRE ET TRAVAIL)

INFOS: WWW.UCLOUVAIN.BE

JEANNEKE FAIT SA JAVA!

MOBILISATION DES FEMMES POUR PLUS D'ÉGALITÉ À BRUXELLES!

DATE: 24 OCTOBRE

LIEU: BRUXELLES

INFOS: LA VOIX DES FEMMES - TÉL.: 02/218.77.87

LVDF@LAVOIXDESFEMMES.ORG

PROTECTIONSOCIALE.BE

JOURNÉE D'ÉTUDE CIEP-AID SUR L'INSERTION

A L'OCCASION DES 30 ANS DE L'AID

DATE: 17 NOVEMBRE

LIEU: FERME DE MARTINROU

INFOS: WWW.AID-COM.BE ET WWW.CIEP.BE

CHÔMEUR SUSPECT

LES PRÉJUGÉS SUR LES CHÔMEUSES ET LES CHÔMEURS, D'HIER À AUJOURD'HUI.

COLLOQUE ORGANISÉ PAR: LE CARHOP-CRISP-FOPES-CHAIRE MAX BASTIN-UNIVERSITÉ OUVERTE DE CHARLEROI

DATE: VENDREDI 11 DÉCEMBRE

LIEU: AUDITOIRE DE L'UNIVERSITÉ DU TRAVAIL

INFOS: WWW.CARHOP.BE

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25

1400 Nivelles

067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles

02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi

071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney

083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière

064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons

065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8

7500 Tournai

069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath

068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron

056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège

04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy

085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon

063/21.87.33

NAMUR

place l'Ilon, 17 - 5000 Namur

081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers

087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19

4700 Eupen

087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

